

**Art. 5.** Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie treedt in werking op 1 juni 2024.

Kondigen dit gezamenlijk decreet en ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2024.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—  
Nota

(1) Documenten van het Parlement:

Gewone zitting 2023-2024

A-873/1 Ontwerp van gezamenlijk decreet en ordonnantie

A-873/2 Huishoudelijk reglement

A-873/3 Verslag

Integraal verslag:

Bespreking: vergadering van donderdag van 2 mei 2024

Aanneming: vergadering van vrijdag 3 mei 2024

**Art. 5.** Le présent décret et ordonnance conjoints entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2024.

Promulguons le présent décret et ordonnance conjoints, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2024.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—  
Note

(1) Documents du Parlement:

Session ordinaire 2023-2024

A-873/1 Projet de décret et ordonnance conjoints

A-873/2 Règlement d'ordre intérieur

A-873/3 Rapport

Compte rendu intégral:

Discussion: séance du jeudi 2 mai 2024

Adoption: séance du vendredi 3 mai 2024

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/003911]

**28 MARS 2024. — Arrêté 2023/1329 du Collège de la Commission française modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission Communautaire Française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle – 3EME LECTURE**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la Loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, en son article 20 ;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 12 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la Santé de l'Aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'Aide aux personnes, de la Santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 23 octobre 2003, 4 décembre 2003, 18 novembre 2004 (non publié), 29 juin 2006, 26 avril 2007, 26 juin 2008, 11 septembre 2008, 4 juin 2009, 10 décembre 2009, 13 janvier 2011, 15 juillet 2015 (non publié), 30 novembre 2017 et 23 mai 2019 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, requis en vertu de l'article 3, alinéa 1er, 2° du Décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission Communautaire Française, émis le 14 juin 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées, requis en vertu de l'article 4, § 3 du décret du 5 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission Communautaire Française, émis le 14 juin 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 5 septembre 2023 ;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du budget, donné le 14 novembre 2023 ;

Vu l'avis du Bureau du Conseil consultatif bruxellois francophone donné le 23 octobre 2023 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes donné le 3 octobre 2023 ;

Vu l'avis du Comité ministériel de concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes donné le 3 octobre 2023 ;

Vu l'avis n° 75.201/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 février 2024 en application de l'article 84, §1er, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

CONSIDERANT :

Le Décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle, tel que modifié par le décret de la Commission communautaire française du 28 avril 2016 ;

Le Décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil tel que modifié par les décrets de la Commission communautaire française des 6 juillet 2001, 9 juillet 2010 et 27 avril 2017 ;

Le Décret de la Commission communautaire française du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé, modifié par le décret du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement et par le décret de la Commission communautaire française du 20 juillet 2016, du 29 novembre 2018, du 9 mai 2019, du 15 juin 2023 et 19 janvier 2024 ;

Le Décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, tel que modifié par les décrets de la Commission communautaire française des 15 décembre 2016 et 17 décembre 2018, et ses arrêtés d'exécution ;

L'Arrêté d'application du Collège de la Commission communautaire française du 27 juin 1996 relatif à la fixation des conditions et des modalités d'agrément et de subventionnement des organismes exerçant des activités de formation professionnelle dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle ;

L'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 18 octobre 2001, 20 décembre 2001, 4 septembre 2003, 14 juillet 2005, 25 octobre 2007 et 12 juillet 2018 ;

L'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 23 décembre 2010, 20 octobre 2011, 19 juillet 2012, 8 juin 2017, 17 mai 2018, 11 octobre 2018, 2 décembre 2021 et du 8 février 2024 ;

L'Arrêté 2017/165 du Collège de la Commission communautaire française du 23 novembre 2017 relatif aux projets particuliers et innovants, aux labels et aux associations reconnues, mettant en œuvre les sections 3 et 4 du chapitre 7 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée ;

Le Protocole d'accord non-marchand du 23 décembre 2021 relatif aux secteurs non-marchand bruxellois pour les années 2021-2024 ;

Que les trois derniers accords non-marchand, dont le dernier en date est celui du 23 décembre 2021, contiennent une série de mesures sectorielles et intersectorielles qu'il convient d'intégrer dans l'arrêté transversal dit « non marchand » datant de 2001, lui-même n'ayant plus fait l'objet de réforme depuis 2019 ;

Les législations sectorielles en cours d'adoption au regard du Décret du 5 mars 2009 et son arrêté d'exécution du 4 juin 2009 relatifs à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé vont tous deux également apporter des éléments qu'il convient d'intégrer à l'arrêté non-marchand ;

L'opportunité et la nécessité d'apporter des corrections, des modifications ou des ajouts à cet arrêté afin d'en maintenir sa lisibilité et son application au sein de tout le secteur non-marchand ;

Le fait que les différentes sections du Bureau du Conseil consultatif bruxellois francophone ont pu se réunir et ont décidé de siéger en collégialité sous l'égide du Bureau et de ne remettre qu'un avis ;

Sur la proposition de la Présidente du Collège,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 12 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la Santé de l'Aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'Aide aux personnes, de la Santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, la modification suivante est apportée :

1° au seizième tiret, les mots « 2 août 1996 » sont remplacés par les mots « 27 juin 1996 ».

**Art. 3.** A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au septième tiret, les mots « ESNU : Diplômé de l'Enseignement supérieur non universitaire ; » sont remplacés par « ESNU : Enseignement supérieur non universitaire ; »

2° au huitième tiret, les mots « CESS : Diplômé de l'Enseignement secondaire supérieur ; » sont remplacés par les mots « CESS : Certificat d'Enseignement secondaire supérieur ; »

3° au neuvième tiret, les mots « CESI : Diplômé de l'Enseignement secondaire inférieur ; » sont remplacés par les mots « CESI : Certificat d'Enseignement secondaire inférieur ; »

4° entre le neuvième tiret et le dixième tiret, les mots « CESDD : Certificat d'Enseignement secondaire du deuxième degré ; » sont ajoutés.

**Art. 4.** Aux articles 54, §2 et 109, §3, alinéa 2 du même arrêté, les références à l'ancienne monnaie, les francs belges, sont supprimées.

**Art. 5.** A l'article 85 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 janvier 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 5, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 janvier 2011, les mots « à la loi sur les ASBL » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

2° le paragraphe 6, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 septembre 2008 et modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 30 novembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Les frais de fonctionnement des fonds chargés de la gestion de l'embauche compensatoire sont subventionnés à hauteur de 45.000 euros par fonds. Ce montant est indexé à partir de 2025 suivant la formule :

Montant de base pour frais de fonctionnement x indice santé de décembre de l'année précédente  
Indice santé de décembre 2023

Les modalités de financement des asbl ou fonds chargés de la gestion de l'embauche compensatoire sont déterminées conformément au paragraphe 3, deuxième à quatrième alinéas. Le délai de remise des pièces justificatives est celui de l'art. 85 paragraphe 5. »

**Art. 6.** L'article 85 bis du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Une subvention est octroyée pour couvrir les compléments d'entreprise (anciennement indemnités de prépension) payés aux travailleurs ayant le statut de chômeur avec complément d'entreprise (anciennement prépensionné), aux conditions suivantes :

1° le régime de chômage avec complément d'entreprise (anciennement prépension), est accordé aux travailleurs qui remplissent les conditions prévues par la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, telle qu'elle a été modifiée successivement et pour la dernière fois par la Convention Collective de Travail n° 17/ 42 du 30 mai 2023 ou par les conventions collectives de travail ouvrant le droit à un complément d'entreprise conclues au sein des commissions paritaires ou sous-commissions paritaires pour les secteurs visés (318, 319.02, 329.2, 332,330) et qui satisfont aux conditions prévues par l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle ou par l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

2° Durant la période du régime de chômage avec complément d'entreprise (anciennement prépension), le remplacement du chômeur avec complément d'entreprise (anciennement prépensionné) est assuré par un travailleur de moins de 40 ans à l'embauche, sauf dérogation individuelle accordée par le Collège pour les postes de direction, de coordination et de médecin. Cette condition s'ajoute aux conditions imposées à l'employeur en matière de remplacement par l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle ou par l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

3° Le montant de la subvention octroyée pour couvrir le complément d'entreprise (anciennement l'indemnité complémentaire) versé au chômeur avec complément d'entreprise (anciennement travailleur prépensionné) est calculé au prorata du temps de travail subventionné pour le travailleur en régime de chômage avec complément d'entreprise. Le montant du complément (anciennement indemnité complémentaire) pris en considération pour le calcul de la subvention est plafonné à un montant équivalent à 6 heures hebdomadaires d'embauche compensatoire pour 1 ETP pour l'année de référence.

4° Les justificatifs de la subvention à fournir annuellement sont les preuves de paiement des compléments d'entreprise (anciennement indemnités complémentaires), accompagnées d'une fiche relative au calcul de chaque complément.

5° Dans les secteurs des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, par dérogation point 2° du présent article, les remplacements en cours à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 septembre 2008 modifiant l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, assurés par un travailleur de plus de 40 ans à l'embauche répondant aux conditions imposées à l'employeur en matière de remplacement par l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle ou par l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, donnent lieu à une subvention ».

**Art. 7.** A l'article 88bis, alinéa 2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 30 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la FeBisp » sont remplacés par les mots « l'Administration ».

2° les mots « , en vertu du point 5, § 3, du protocole d'accord déterminant les modalités de mise en application de l'accord du non-marchand du 29 juin 2000 au secteur de l'Insertion socioprofessionnelle - Volet CCF. » sont abrogés.

**Art. 8.** A l'article 89 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 30 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au premier alinéa, les mots «de l'année » sont insérés après le mot « subventionnée »

**Art. 9.** A l'article 97, alinéa 2 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 30 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la FeBisp est chargée d'établir » sont remplacés par les mots « l'Administration est chargée d'établir. ».

2° les mots « , en vertu du point 5, § 3, du protocole d'accord déterminant les modalités de mise en application de l'accord du non-marchand du 29 juin 2000 au secteur de l'insertion socioprofessionnelle - Volet CCF. » sont abrogés.

**Art. 10.** A l'article 113 bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa 2 est ajouté :

« Pour les secteurs implémentant une nouvelle classification de fonction et un nouveau modèle barémique, relevant des décisions prises dans le cadre d'accords non-marchand transposés par la commission paritaire sectorielle, la prime n'est plus due. »

2° un alinéa 3 est ajouté :

« Sauf disposition sectorielle contraire et s'ils ne sont pas directement intégrés dans les barèmes subventionnés fixés à l'Annexe I de l'arrêté 2001/549, les montants prévus au 1<sup>er</sup> alinéa sont alors affectés, en complément des moyens provisionnés au budget dans le cadre des accords non-marchand et dans la limite des crédits disponibles, au financement du nouveau salaire barémique via le dispositif ad-hoc mis en place par l'Administration. »

**Art. 11.** Un article 113 quater du même arrêté est inséré :

« Pour les travailleurs étant affectés au support des missions décrétales de la Commission communautaire française, les mesures de mobilité établies à l'Annexe V, 3°, alinéas 3 et suivants s'appliquent. »

**Art. 12.** Sont abrogés les articles 4 à 15, 56, 60 à 71, 75 à 83, 88, 90 à 96, 98 à 100, 106 du même arrêté.

**Art. 13.** L'annexe II du même arrêté relative au tableau des échelles barémiques de référence pour les fonctions subventionnées, modifiée par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009, du 30 novembre 2017 et du 23 mai 2019, est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

**Art. 14.** L'annexe III du même arrêté relative aux fonctions subventionnées par secteurs - diplômes requis et conditions d'accès, modifiée par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009, du 30 novembre 2017 et du 23 mai 2019, est remplacée par l'annexe III du présent arrêté.

**Art. 15.** L'annexe V du même arrêté relative au calcul de la subvention pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages, modifiée par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009, du 30 novembre 2017 et du 23 mai 2019, est remplacée par l'annexe V du présent arrêté.

**Art. 16.** La présente modification produit ses effets au 1 janvier 2024.

**Art. 17.** La Présidente du Collège est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mars 2024.

Par le Collège :

B. TRACHTE,

La Ministre-Présidente,

Membre du Collège, en charge du Budget, de la Promotion de la Santé

R. VERVOORT,

Membre du Collège, en charge de la Culture et de la Politique d'Aide aux personnes handicapées

N. BEN HAMOU,

Membre du Collège, en charge du Sport et de la Cohésion sociale

A. MARON,

Membre du Collège en charge des Affaires sociales et de la Santé

B. CLERFAYT,

Membre du Collège, en charge de la Formation et de l'Insertion socio-professionnelle

**ANNEXE II - Arrêté 2023/1329 du Collège de la Commission française modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission Communautaire Française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.**

**Annexe II NM - Tableau des échelles barémiques de référence pour les fonctions subventionnées**

FONCTION	DIPLOME *, QUALIFICATION ou CERTIFICATION PROFESSIONNELLE **	REFERENCE BAREMIQUE NM de la COCOF
Directeur-trice, coordinateur-trice, sous-directeur-trice	Master	1
Psychologue, pédagogue, psychopédagogue, médiateur-trice familial-e, criminologue, sexologue, kinésithérapeute, logopède, juriste, sociologue, anthropologue, accompagnateur-trice (Master), responsable de la formation, philosophe	Master	1
Médecin généraliste	Master en médecine, en médecine générale, en médecine en stage de médecine générale ou en spécialisation en médecine générale	1
Médecin généraliste pour la politique des handicapés	Master en médecine	11
Médecin spécialiste	Master en médecine avec spécialisation ou en 3 <sup>ème</sup> , 4 <sup>ème</sup> et 5 <sup>ème</sup> année de maîtrise en psychiatrie, Master en médecine avec spécialisation en hépatologie	1A***
Médecin spécialiste pour la politique des handicapés	Master en médecine avec spécialisation	12
Directeur-trice, coordinateur-trice ou coordinateur-trice pédagogique, sous-directeur-trice et éducateur-trice chef-fe de groupe	ESNU / Bachelier professionnalisant ou assimilé	2
Chef-fe éducateur-trice	ESNU / Bachelier professionnalisant ou assimilé	3
Personnel administratif : économiste, comptable, gestionnaire des ressources humaines, assistant-e juridique, secrétaire/assistant-e de direction	ESNU / Bachelier professionnalisant ou assimilé, certification professionnelle de catégorie 1	4
Éducateur-trice classe 1, accompagnateur-trice classe 1, technicien(ne) classe 1, gradué(e) paramédical-e, assistant-e social(e), assistant(e) psychologue, infirmier-e, infirmier-e social-e, infirmière psychiatrique, infirmier(e) en santé communautaire, responsable de la formation, conseiller(e) conjugal(e), médiatrice(e) familial-e, accueillant-e, coordinateur-trice de soins, psychomotriciens-ne, logopède sage-femme, travailleur-euse spécialisé-e en santé communautaire.	ESNU / Bachelier professionnalisant ou assimilé, certification professionnelle de catégorie 1	4
Éducateur-trice classe 2, accompagnateur-trice classe 2 et technicien-ne classe 2, infirmier(e) breveté-e	CESS ou assimilé, Certification professionnelle de catégorie 2	5
Secrétaire assistant-e administratif-ve ou comptable, accueillant-e	CESS ou assimilé, certification professionnelle de catégorie 2	6
Éducateur-trice classe 3, formateur-trice classe 3 et technicien(e) classe 3, aide familial-e et senior, puéricultrice	6 <sup>ème</sup> professionnelle ou certificat de formation aide familial ou assimilé par un certificat d'immatriculation, certification professionnelle de catégorie 2	7
Auxiliaire administratif-ve	CESI ou CESDD, certification professionnelle de catégorie 2	9
Éducateur-trice classe 4	CESI ou CESDD, diplôme de chef d'entreprise (formation professionnelle*) ou assimilé, certification professionnelle de catégorie 2	9
Technicien(e) chef(fe) d'équipe, ouvrier(e), chef(fe) d'équipe	Certificat de qualification, certification professionnelle de catégorie 2	8
Technicien(e) qualifié(e), ouvrier(e) qualifié(e), chauffeur-se	Certificat de qualification, certification professionnelle de catégorie 2	9

Technicien(e), ouvrier(e) et aide ménager(e)	Pas d'exigence particulière	10
Formateur-trice classe 1	ESNU / Bachelier professionnalisant ou assimilé, certification professionnelle de catégorie 1	14
Formateur-trice classe 2	CESS ou assimilé, certification professionnelle de catégorie 2	13
Interprète en langue des signes	Master en traduction- interprétation en LSFB (langue des signes française de Belgique)	1
Interprète en langue des signes, translittérateur-trice ou vélotypiste	Être repris sur la liste des interprètes en langue des signes et/ou la liste des interprètes pour tout autre aide à la communication et/ou la liste des translittérateurs ou vélotypistes, établies par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréés	4

\* Les diplômes établis avant l'application des Accords de Bologne sont toujours pris en considération pour valider uniquement les fonctions subventionnées reprises dans cette annexe. Ainsi, « ESNU » est équivalent au « Bachelier professionnalisant » et « Universitaire ou Licencié » est équivalent au « Master ».

Pour tout diplôme délivré par un autre pays que ceux du Benelux, le titulaire doit introduire une demande d'équivalence auprès d'une des trois instances communautaires (Communauté française, Vlaamse Gemeenschap ou Deutschsprachigen Gemeinschaft) chargées de l'établissement de l'équivalence. Une copie de cette équivalence doit être transmise à l'administration afin de pouvoir valider la fonction à occuper.

Toutefois, dans un souci de simplification administrative, l'administration valide certaines fonctions relatives à l'exercice des professions des soins de santé (médecin, kinésithérapeute, ergothérapeute, logopède, infirmier, psychologues) pour lesquelles le titulaire a obtenu du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement – Service Professions des soins de santé, le visa autorisant l'exercice de la profession en Belgique.

\*\* Certification professionnelle : certification délivrée par un opérateur public de formation professionnelle ou de validation au sens de l'accord de coopération du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. »<sup>1</sup>.

Le CFC comporte huit niveaux distincts<sup>2</sup>. Les certifications sont ici classées en deux catégories, afin d'en faciliter l'usage et la lisibilité.

#### Certifications professionnelles de catégorie 1 :

1. Certificat d'apprentissage délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ;
2. Diplôme de chef d'entreprise délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ou dont la condition d'accès est le CESS ;
3. Diplôme de coordination et d'encadrement délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ou dont la condition d'accès est le CESS ;
4. Certificat de compétences acquises en formation (CeCaf) délivré par un opérateur public de formation (Bruxelles Formation, IFAPME, le FOREM ou le SFPME) de Niveau 5 CFC/CEC minimum ;
5. Titre de compétence délivré par le Consortium de validation des compétences de Niveau 5 CFC/CEC minimum.

#### Certifications professionnelles de catégorie 2 :

1. Certificat d'apprentissage délivré par l'IFAPME ou le SFPME ;
2. Diplôme de chef d'entreprise délivré par l'IFAPME ou le SFPME ;
3. Diplôme de coordination et d'encadrement délivré par l'IFAPME ou le SFPME ;
4. Certificat de Connaissances de Gestion de base délivré par l'IFAPME ou le SFPME ;
5. Certificat de compétences acquises en formation (CeCaf) délivré par un opérateur public de formation (Bruxelles Formation, l'IFAPME, Le Forem ou le SFPME) ;
6. Titre de Compétence délivré par le Consortium de Validation des Compétences.

\*\*\* Barème 1A tel que pt. 12 prévu à l'Annexe V NM.

<sup>1</sup> Le CFC est un cadre à deux entrées : une pour les certifications d'enseignement, l'autre pour les certifications professionnelles. L'accord de coopération les définit en son article 1 : 9° Certification d'enseignement : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant le développement personnel, la poursuite d'études ou de formation, l'accès à la vie professionnelle; 10° Certification professionnelle : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant la poursuite de formation, l'insertion ou le maintien sur le marché de l'emploi ou la spécialisation professionnelle.

<sup>2</sup> L'accord de coopération CFC comporte en son annexe la définition précise des descripteurs permettant de positionner une certification à un des huit niveaux du cadre.

Vu pour être annexée à l'arrêté 2023/1329 du Collège de la Commission française modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission Communautaire Française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 2024.

Par le Collège :

B. TRACHTE,

Ministre-Présidente ,Membre du Collège, en charge du Budget, de la Promotion de la Santé

R. VERVOORT,

Membre du Collège, en charge de la Culture et de la Politique d'Aide aux personnes handicapées

N. BEN HAMOU,

Membre du Collège, en charge du Sport et de la Cohésion sociale

A. MARON,

Membre du Collège en charge des Affaires sociales et de la Santé

B. CLERFAYT,

Membre du Collège, en charge de la Formation et de l'Insertion socio-professionnelle

---

**ANNEXE III - Arrêté 2023/1329 du Collège de la Commission française modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission Communautaire Française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.**

**Annexe III NM - Fonctions subventionnées par secteur - diplômes requis et conditions d'accès**

<b>1. Secteur des Centres de planning familial</b>	
Fonction d'accueil	Tous les diplômes cités infra sauf ceux relatifs à la fonction de soutien administratif
Fonction médicale et gynécologique	Master en médecine ou en médecine avec spécialisation ou master en médecine en stage de médecine générale Bachelier professionnalisant sage-femme
Fonction sociale	Bachelier professionnalisant assistant social ou infirmier social ou infirmier spécialisé en santé communautaire Bachelier professionnalisant assistant-e en psychologie Bachelier professionnalisant octroyant le titre d'éducatrice classe 1 spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
Fonction de coordination	Bachelier et/ ou Master
Fonction juridique	Master en droit
Fonction de soutien administratif	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Fonction de conseil conjugal	Bachelier professionnalisant en conseil conjugal ou CESS et certificat de formation délivré avant juin 1996 par une école de formation
Fonction psychologique	Master en sciences psychologiques ou en orthopédagogie clinique
Fonction sexologique	Master en sciences de la famille et de la sexualité Certificat d'université en sexologie clinique 3 <sup>ème</sup> cycle
Fonction de médiation familiale	Master et certificat de formation en médiation familiale Bachelier professionnalisant et certificat de formation en médiation familiale
Fonction d'animation et de prévention	Tous les diplômes cités supra sauf ceux relatifs à la fonction de soutien administratif
<b>2. Secteur des centres d'action sociale globale</b>	
Coordinateur	Master Bachelier professionnalisant assistant social
Assistant-e social-e	Bachelier professionnalisant assistant social
Assistant-e administratif-ve	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Fonctions complémentaires de niveau Master	Master en lien avec les missions agréées – lié au barème 1
Fonctions complémentaires de niveau Bachelier	Bachelier professionnalisant en lien avec les missions agréées – lié au barème 4
Fonctions complémentaires de niveau CESS	CESS – lié au barème 6 Certification professionnelle de catégorie 2
<b>3. Secteur des maisons d'accueil</b>	
Directeur-trice	Master Bachelier professionnalisant à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique avec 3 ans d'ancienneté dans le secteur non-marchand
Psychologue	Master en sciences psychologiques
Assistant(e) social(e)	Bachelier professionnalisant assistant social
Infirmier(ère), Assistant(e) en psychologie	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre



Educateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique
Educateur-trice Classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Educateur-trice Classe 3	6ème année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire ou attestation de capacité d'aide familial ou assimilé pour la délivrance d'un certificat d'immatriculation donnant accès à la fonction d'aide familiale ou senior Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Educateur-trice Classe 4	CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD) ou certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2

#### 4. Secteur des services actifs en matière de drogues et addictions

Médecin	Master en médecine, Master en médecine générale, Master en médecine avec spécialisation en psychiatrie de l'adulte ou 3e, 4e ou 5e année de maîtrise complémentaire en psychiatrie de l'adulte, master en médecine avec spécialisation en hépatologie
Fonctions de niveau Master	Master en lien avec les missions agréées – lié au barème 1
Fonctions de niveau Bachelier	Bachelier professionnalisant en lien avec les missions agréées – lié au barème 4
Fonctions de niveau CESS	CESS – lié au barème 6 Certification professionnelle de catégorie 2

#### 5. Secteur des services de Santé mentale

Fonction psychiatrique	Master en médecine avec spécialisation en psychiatrie de l'adulte ou en psychiatrie infanto-juvénile ou 3e, 4e ou 5e année de maîtrise complémentaire en psychiatrie de l'adulte ou en psychiatrie infanto-juvénile
Fonction psychologique	Master en sciences psychologiques ou en orthopédagogie clinique
Fonction sociale	Bachelier professionnalisant assistant social
Fonction d'accueil et de secrétariat	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Fonctions complémentaires de niveau bachelier	Bachelier professionnalisant assistant en psychologie, logopède, ergothérapeute, en sciences de la motricité (orientation générale), en psychomotricité, assistant social, éducateur. Infirmier social ou infirmier spécialisé en santé communautaire.
Fonctions complémentaires de niveau master	Master en droit, en logopédie, en criminologie, en sociologie et anthropologie, en sciences politiques et sociales, en sciences humaines, en sciences de la santé publique, en sciences psychologiques, en médecine

#### 6. Secteur des centres d'accueil téléphonique

Directeur-trice	Master ou bachelier professionnalisant à orientation sociale, médicale, paramédicale, psychologique, pédagogique ou en communication
Responsable de la formation	Master ou bachelier professionnalisant à orientation sociale, paramédicale, psychologique, pédagogique ou en communication Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation sociale, paramédicale, psychologique, pédagogique ou en communication
Secrétaire	CESS Certification professionnelle de catégorie 2

<b>7. Secteur des maisons médicales</b>	
Accueillant-e	CESS ou bachelier professionnalisant Certification professionnelle de catégorie 2
Fonction de santé communautaire	Master en médecine ou master et bachelier professionnalisant à orientation sociale, paramédicale, psychologique ou pédagogique Bachelier professionnalisant infirmier et/ou en santé communautaire
Assistant·e social·e	Bachelier professionnalisant assistant social

<b>8. Secteur des centres de coordination et de soins à domicile</b>	
Coordinateur·trice de soins	Bachelier professionnalisant à orientation sociale, paramédicale ou psychologique
Assistant·e administratif·ve	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Directeur·trice	Master ou bachelier professionnalisant à orientation paramédicale, pédagogique, psychologique ou sociale

<b>9. Secteur des soins palliatifs et continués</b>	
Fonction de niveau master	Master à orientation médicale, santé publique ou science infirmière, psychologique ou sociale
Fonction de soins infirmiers (nouvelle catégorie 3)	Bachelier professionnalisant en soins infirmiers
Fonction de niveau bachelier	Bachelier professionnalisant à orientation paramédicale, pédagogique, psychologique ou sociale
Secrétaire	CESS Certification professionnelle de catégorie 2

<b>10. Secteur Insertion socioprofessionnelle</b>	
Coordinateur·trice pédagogique	Bachelier professionnalisant ou CESS + dix ans d'expérience utile* Certification professionnelle de catégorie 1 ou Certification professionnelle de catégorie 2 + dix ans d'expérience utile*
Formateur·trice classe 1	Bachelier professionnalisant ou CESS + six ans d'expérience utile* Ou CESI + neuf ans d'expérience utile* Ou CESDD + neuf ans d'expérience utile* Ou Certification professionnelle de catégorie 1 ou Certification professionnelle de catégorie 2 + six ans d'expérience utile*
Formateur·trice classe 2	CESS ou assimilé (six ans d'expérience utile*) Certification professionnelle de catégorie 2 ou assimilé (six ans d'expérience utile*)

\* Par expérience utile, on entend :

- Pour les coordinateurs pédagogiques : avoir assumé durant une période de dix ans des tâches liées à cette fonction (conception et construction de systèmes de formation, développement de dispositifs adaptés aux orientations et objectifs à atteindre, coordination et gestion des actions et projets de formation) ;
- Pour les formateurs : une expérience dans la réalisation de tâches impliquant un niveau de responsabilités suffisant au sein d'une entreprise du secteur professionnel concerné par les formations dispensées.

<b>11. Secteur Centres de jour et Centres d'hébergement</b>	
Directeur·trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, économique, familiale et sexologique, gestion des ressources humaines ou assimilé (directeurs universitaires en fonction au 31 décembre 2000) ; Bachelier à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale, économique, juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand ou directeur subsidié au 31 décembre 2000

Sous-directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, économique, familiale et sexologique, gestion des ressources humaines ; Bachelier à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale, économique, juridique ou artistique, gestion des ressources humaines ou assimilé (qualifications requises pour les éducateurs classe II et au moins dix ans de fonctions éducatives dans un centre de jour ou un centre d'hébergement)
Médecin généraliste	Master en médecine
Médecin spécialiste	Master en médecine avec spécialisation
Psychologue	Master en sciences psychologiques
Pédagogue et psychopédagogue	Master en sciences de l'éducation
Assistant-e en psychologie	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre
Fonctions paramédicales	Master (kinésithérapeute ou logopède), ou bachelier professionnalisant (ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède, rééducateur en psychomotricité, audiologue, orthoptiste)
Assistant-e social-e	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre
Infirmier-e gradué-e	Bachelier professionnalisant en soins infirmiers
Infirmier-e en santé communautaire	Bachelier professionnalisant en soins infirmiers spécialisé en santé communautaire et ex-gradué social
Infirmier-e breveté-e	Brevet d'infirmier ou d'assistant en soins hospitaliers
Éducateur-trice-chef-fe de groupe	Chef-éducateur ayant au moins une année de service dans cette fonction
Chef-fe éducateur	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique ou assimilé (qualifications requises pour les éducateurs classe II et au moins cinq ans de fonctions éducatives dans un centre de jour ou un centre d'hébergement)
Éducateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique (ainsi que les éducateurs classe 1 assimilés et subsidiés à la date du 31 décembre 2000) Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique
Éducateur-trice classe 2	CESI ou CESDD (éducateur classe IIA ou IIB au 31 décembre 2000) Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Éducateur-trice classe 3	6ème année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire ou attestation de capacité d'aide familiale ou assimilé pour la délivrance d'un certificat d'immatriculation donnant accès à la fonction d'aide familial ou senior Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Éducateur-trice classe 4	CESI ou CESDD Certification professionnelle de catégorie 2
Secrétaire/Assistant-e de direction	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre Certification professionnelle de catégorie 1 octroyant ce titre
Comptable	Bachelier professionnalisant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplôme spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand ou assimilé (comptable 1ère classe au 31 décembre 2000). Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation économique ou comptable
Gestionnaire des ressources humaines	Bachelier professionnalisant en ressources humaines Certification professionnelle de catégorie 1 en ressources humaines

Assistant-e juridique	Bachelier professionnalisant à orientation juridique Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation juridique
Assistant-e comptable	CESS à orientation économique Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation économique
Assistant-e administratif-ve	CESS ou assimilé (rédacteur ou économiste au 31 décembre 2000). Certification professionnelle de catégorie 2
Auxiliaire administratif-ve	CESI ou CESDD
Technicien-ne classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation électronique ou informatique Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation électronique ou informatique
Technicien-ne classe 2	CESS à orientation électronique ou informatique ou assimilé (formation Braille) Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation électronique ou informatique
Technicien-ne classe 3	6ème année professionnelle à orientation technique Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation technique
Technicien-ne chef-fe d'équipe	Technicien qualifié ayant la responsabilité d'une équipe de techniciens
Technicien-ne qualifié(e)	Certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien-ne	Pas d'exigence particulière

#### 12. Secteur services d'accompagnement

Directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, économique, familiale et sexologique ou gestion des ressources humaines Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale, économique ou juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand
Accompagnateur-trice (Master)	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, familiale et sexologique, sciences de la santé publique, travail social
Accompagnateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique
Accompagnateur-trice classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Puéricultrice	Brevet de puéricultrice ou réussite d'une 6e année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Secrétaire/Assistant-e de direction	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre Certification professionnelle de catégorie 1 octroyant ce titre
Comptable	Bachelier professionnalisant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplômé spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation économique ou comptable
Assistant-e administratif(e)	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien-ne qualifié(e)	Certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien(e)	Pas d'exigence particulière

Interprète en langue des signes	Master en traduction-interprétation en LSBF ; être repris sur la liste des interprètes en langue des signes établie par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé
Translittérateur-trice	Être repris sur la liste des translittérateurs établie par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé

### 13. Secteur des Services d'aide à la communication et à l'interprétation pour sourds

Directeur-trice	Master ou bachelier professionnalisant
Assistant-e administratif-ve	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien-ne qualifié(e)	Certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien(e)	Pas d'exigence particulière
Interprète en langue des signes	Master en traduction-interprétation en LSBF ; être repris sur la liste des interprètes en langue des signes et/ou la liste des interprètes pour tout autre aide à la communication, établies par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé
Translittérateur-trice, vélotypiste	Être repris sur la liste des translittérateurs et vélotypiste établie par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé

### 14. Secteur des Services de médiation de dettes

Assistant-e social-e	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre et formation spécialisée ou expérience professionnelle en médiation de dettes
Juriste	Master en droit et formation spécialisée ou expérience professionnelle en médiation de dettes
Accueil et secrétariat	CESS Certification professionnelle de catégorie 2

### 15. Secteur des services d'accueil familial

Directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, économique, familiale ou sexologique ou gestion des ressources humaines Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale, économique ou juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand
Psychologue	Master en sciences psychologiques
Accompagnateur-trice (Master)	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, familiale ou sexologique, sciences de la santé publique, travail social
Accompagnateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique
Accompagnateur-trice classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Pédagogue ou Psychopédagogue	Master en sciences de l'éducation
Infirmier-e en santé communautaire	Bachelier professionnalisant en soins infirmiers spécialisé en santé communautaire et ex-gradué social
Puéricultrice	Brevet de puéricultrice ou réussite d'une 6e année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Assistant-e en psychologie	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre
Assistant-e social	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre
Médecin spécialiste	Master en médecine avec spécialisation

Secrétaire/Assistant-e de direction	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre Certification professionnelle de catégorie 1 octroyant ce titre
Comptable	Bachelier professionnalisant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplômé spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation économique ou comptable
Assistant-e administratif(e)	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien-ne qualifié(e)	Certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien(e)	Pas d'exigence particulière
Interprète en langue des signes	Master en traduction-interprétation en LSFB ; être repris sur la liste des interprètes en langue des signes et/ou la liste des interprètes pour tout autre aide à la communication, établies par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréés
Translittérateur-trice	Être repris sur la liste des interprètes en langue des signes ou la liste des interprètes pour tout autre aide à la communication, établies par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréés

#### 16. Secteur des services de loisirs inclusifs

Accompagnateur-trice (Master)	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, familiale et sexologique, sciences de la santé publique, travail social
Accompagnateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique
Accompagnateur-trice classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2

#### 17. Secteur des services de soutien aux activités d'utilité sociale

Directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, économique, familiale ou sexologique ou gestion des ressources humaines Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale, économique ou juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand
Accompagnateur-trice (Master)	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, familiale et sexologique, sciences de la santé publique, travail social
Accompagnateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique
Accompagnateur-trice classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2

<b>18. Secteur des services « PACT »</b>	
Directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, économique, familiale ou sexologique, gestion des ressources humaines ou assimilé (directeurs universitaires en fonction au 31 décembre 2000) Bachelier à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale, économique, juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand ou directeur subsidié au 31 décembre 2000
Fonctions paramédicales	Master (kinésithérapeute ou logopède), ou bachelier professionnalisant (ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède, rééducateur en psychomotricité, audiologue, orthoptiste)
Éducateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique (ainsi que les éducateurs classe 1 assimilés et subsidiés à la date du 31 décembre 2000) Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique
Éducateur-trice classe 2	CESS ou assimilé (éducateur classe IIA ou IIB au 31 décembre 2000) Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Éducateur-trice classe 3	6ème année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire ou attestation de capacité d'aide familiale ou assimilé pour la délivrance d'un certificat d'immatriculation donnant accès à la fonction d'aide familiale ou senior Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Secrétaire/Assistant-e de direction	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre Certification professionnelle de catégorie 1 octroyant ce titre
Comptable	Bachelier professionnalisant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplôme spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand ou assimilé (comptable 1ère classe au 31 décembre 2000) Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation économique ou comptable
Assistant-e administratif-ve	CESS ou assimilé (rédacteur ou économiste au 31 décembre 2000) Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien-ne classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation électronique ou informatique Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation électronique ou informatique
Technicien-ne classe 2	CESS à orientation électronique ou informatique ou assimilé (formation Braille) Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation électronique ou informatique
Technicien-ne classe 3	6ème année professionnelle à orientation technique Certification professionnelle de catégorie 2
<b>19. Secteur des services d'appui à la formation professionnelle</b>	
Accompagnateur-trice (Master)	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, familiale ou sexologique, sciences de la santé publique, travail social

Accompagnateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique
Accompagnateur-trice classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Interprète en langues des signes	Master en traduction-interprétation en LSBF ; être repris sur la liste des interprètes en langue des signes établie par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréés
Translittérateur-trice	Être repris sur la liste des translittérateurs, établie par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréés

#### 20. Centre social santé intégré

Assistant-e social-e	Bachelier professionnalisant assistant social
Assistant-e administratif-ve	CESS ou assimilé Certification professionnelle de catégorie 2
Accueillant-e	CESS ou bachelier professionnalisant Certification professionnelle de catégorie 2
Travailleur-euse en action communautaire	Master Bachelier professionnalisant à orientation sociale, paramédicale, psychologique ou pédagogique Bachelier professionnalisant en santé communautaire
Coordinateur	Bachelier ou Master
Fonctions de niveau Master	Master en lien avec les missions agréées – lié au barème 1
Fonctions de niveau Bachelier	Bachelier professionnalisant en lien avec les missions agréées – lié au barème 4
Fonctions de niveau CESS	CESS – lié au barème 6 Certification professionnelle de catégorie 2

#### 21. Secteur des services d'appui à la communication alternative pour les personnes présentant des difficultés de compréhension

Directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, santé publique ou sciences infirmières, criminologique, économique, familiale ou sexologique ou gestion des ressources humaines. Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale, économique ou juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand
Comptable	Bachelier professionnalisant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplômé spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation économique ou comptable
Secrétaire/Assistant-e de direction	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre Certification professionnelle de catégorie 1 octroyant ce titre
Assistant-e administratif-ve	CESS ou assimilé Certification professionnelle de catégorie 2

Pour le **Secteur des Projets particuliers agréés**, les fonctions sont déterminées par l'arrêté d'agrément en référence aux fonctions existantes par ailleurs dans les secteurs de l'aide aux personnes handicapées, dans le respect des exigences de qualification correspondantes.



Vu pour être annexée à l'arrêté 2023/1329 du Collège de la Commission française modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission Communautaire Française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 2024.

Par le Collège :

B. TRACHTE,

Ministre-Présidente,

Membre du Collège, en charge du Budget, de la Promotion de la Santé

R. VERVOORT,

Membre du Collège, en charge de la Culture et de la Politique d'Aide aux personnes handicapées

N. BEN HAMOU,

Membre du Collège en charge du Sport et de la Cohésion sociale

A. MARON,

Membre du Collège en charge des Affaires sociales et de la Santé

B. CLERFAYT,

Membre du Collège,

en charge de la Formation et de l'Insertion socio-professionnelle

\_\_\_\_\_

**ANNEXE V - Arrêté 2023/1329 du Collège de la Commission française modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission Communautaire Française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.**

**Annexe V NM - Calcul de la subvention pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages pour les activités agréées**

La subvention individuelle pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages est composée des éléments suivants :

**1. Rémunération barémique brute**

Cette rémunération barémique brute s'obtient en multipliant le montant obtenu dans l'échelle correspondant à la fonction subventionnée et à l'ancienneté reconnue, par un coefficient égal à l'index en cours et multiplié par le temps de travail en ETP.

**2. Prime de fin d'année**

a) Le montant de la prime de fin d'année se compose de quatre parties forfaitaires majorées d'une partie variable :

-1°- D'une part une prime annuelle non indexée de 161,40 euros est attribuée, sauf disposition sectorielle contraire.

-2°- D'autre part, un montant forfaitaire non indexé de 49 euros dit « prime exceptionnelle » est octroyé. Ce montant est de 64 euros pour les travailleurs subventionnés dans les services d'aide à domicile.

Le montant global de ces deux premières parties est de 210,40 euros, et de 225,40 euros pour les travailleurs subventionnés dans les services d'aide à domicile.

-3°- D'une part, une partie forfaitaire dite « prime ANM », calculée en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente en fonction de l'évolution de l'indice santé lissé. Ce coefficient de majoration est obtenu en divisant l'indice santé lissé du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice santé lissé du mois d'octobre de l'année précédente. Le montant obtenu est calculé à 4 décimales. Sauf disposition sectorielle contraire, cette partie forfaitaire s'élève à 340 euros pour l'année 2019.

-4°- D'autre part une partie forfaitaire, calculée en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente en fonction de l'évolution de l'indice santé lissé. Ce coefficient de majoration est obtenu en divisant l'indice santé lissé du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice santé lissé du mois d'octobre de l'année précédente. Le montant obtenu est calculé à 4 décimales. Cette partie forfaitaire s'élève à 278,73 euros pour l'année 2000.

-5°- La partie variable s'élève à 2,5 % de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée on entend : le produit de la multiplication, par 12, de la rémunération brute indexée due au travailleur concerné pour le mois d'octobre de l'année considérée, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de tout autres primes, suppléments ou indemnités.

b) Le montant global de la prime de fin d'année est octroyé pour des prestations effectives ou assimilées.

c) Pour les travailleurs à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé une année civile complète, le montant de la prime est calculé au prorata de leurs prestations sur une période de référence qui s'étend du 1er janvier au 30 septembre de l'année considérée. Chaque mois complet de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième du montant des primes octroyées. Une prestation mensuelle incomplète est calculée au prorata du nombre de jours prestés du mois.

**3. Intervention dans les frais de transports domicile lieu de travail**

Sauf disposition sectorielle contraire, l'intervention est déterminée au prorata des activités subventionnées sur la base du montant calculé conformément aux dispositions légales en vigueur dans le secteur privé. Pour les transports publics, cette intervention est déterminée à concurrence maximale des limites fixées par la CCT 19/9 du 23 avril 2019.

Sauf disposition sectorielle contraire, et sans préjudice de l'application de modalités particulières de tarification préférentielle, les frais de mobilité intra-bruxelloise domicile lieu de travail par le biais de la STIB font l'objet d'une intervention au tarif préférentiel dit « libre-parcours ».

La Commission communautaire française finance ce dispositif dans la limite des crédits disponibles, via un organisme tiers à définir par le Collège auquel est alloué au 31 janvier de l'année un financement de fonctionnement, pour les travailleurs qui font l'objet d'une justification de leur affectation précise aux missions agréées de la Commission communautaire française ou à leur support direct.

Le bénéfice de ce financement est conditionné à l'octroi d'un abonnement dit « libre parcours » à l'ensemble du payroll de l'unité d'établissement bruxelloise agréée et/ou subventionnée.

La Commission communautaire française se réserve le droit de refuser une intervention en matière de frais de mobilité domicile lieu de travail lorsqu'elle peut établir le caractère non-conforme de la dépense au regard des dispositions légales dans le secteur privé.

#### **4. Pécule de vacances**

Le pécule est calculé au prorata des activités subventionnées conformément aux dispositions légales en vigueur dans le secteur privé.

#### **5. Cotisation patronale de sécurité sociale**

Celle-ci est calculée au prorata des activités subventionnées conformément aux dispositions légales en vigueur dans le secteur privé.

#### **6. Assurance loi**

Sauf disposition sectorielle contraire, les frais pris en considération au prorata des activités subventionnées sont la partie légale du montant de l'organisme assureur au prorata de la masse salariale de l'équipe subventionnée par la Commission communautaire française.

#### **7. Médecine du travail**

Sauf disposition sectorielle contraire, le montant pris en considération est celui calculé sur la base des justificatifs fournis par le service, au prorata du nombre des travailleurs affectés aux activités subventionnées.

#### **8. Vêtements de travail**

Cette intervention est octroyée dans les secteurs où elle est imposée par des dispositions légales et conformément à celles-ci.

#### **9. Allocation de foyer-résidence**

Une allocation de foyer-résidence est octroyée aux travailleurs dont la rémunération annuelle brute n'excède pas 15.841,63 euros (base 100). Son montant est fixé à 719,89 euros (base 100).

Une allocation de foyer-résidence est octroyée aux travailleurs dont la rémunération annuelle brute n'excède pas 18.060,43 euros (base 100). Son montant est fixé à 359,94 euros (base 100).

Ces montants sont réduits au prorata du temps de travail réellement subventionné.

Le passage d'une allocation à l'autre et la disparition de l'allocation ne peuvent entraîner une diminution de la rémunération annuelle brute du travailleur. S'il échet, la différence est attribuée sous forme d'une allocation partielle.

#### **10. Pécule de sortie**

C'est le pécule de vacances (simple et double) dû au travailleur selon les dispositions légales en vigueur. Il est plafonné à 15,34% de la rémunération subventionnée de l'année précédente et de l'année en cours. Il est calculé et liquidé sur la base des prestations subventionnées justifiées par l'employeur.

Les indemnités de préavis ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention que pour les préavis prestés. Les indemnités de rupture ne sont pas prises en compte pour le calcul de la subvention.

## 11. Suppléments pour prestations irrégulières

### a) secteur des maisons d'accueil

- en ce qui concerne le personnel éducatif ou social :

1° un supplément de salaire de 26 % calculé sur base de la rémunération horaire est octroyé pour les prestations effectuées le samedi de 6 h à 20 h.

2° Un supplément de salaire de 56 % calculé sur base de la rémunération horaire est octroyé pour les prestations effectuées le dimanche ou les jours fériés légaux de 0h à 24 h.

3° Un supplément de salaire de 35 % calculé sur base de la rémunération horaire est octroyé pour les prestations effectuées la nuit entre 20 h et 6 h.

4° Les gardes appelables du personnel de direction ou d'encadrement sont rémunérées à raison de 3,72 euros par heure, avec un maximum de 40,90 euros (base 100) par 24 heures. Les subventions pour gardes appelables ne sont pas cumulables pour une même période avec les suppléments de salaire, pour prestations de nuit, de week-end et jours fériés du personnel visé aux points 1° à 3°.

Elles sont limitées à une personne par maison et par 24 heures.

- en ce qui concerne le personnel ne faisant pas partie du cadre agréé :

5° les suppléments de salaire du personnel ne faisant pas partie du cadre agréé mais indispensable au fonctionnement de la maison et justifié dans le projet collectif, sont pris en considération pour le calcul des subventions pour frais de rémunération, suivant les dispositions prévues aux points 1° et 2°.

### b) secteurs des centres de jour et d'hébergement pour personnes handicapées et des services d'accompagnement

- en ce qui concerne le personnel éducatif, social, paramédical ou technicien :

Les points 1°, 2° et 3° du a) sont d'application.

Une indemnité de séjour fixée à 24,79 euros non indexée est octroyée pour chaque période de présence de 24 h par jour dans le centre de vacances avec un maximum de 30 jours par an, à l'exception du premier jour et du dernier jour de séjour. Cette indemnité est octroyée aux membres du personnel qui accompagnent les bénéficiaires durant les séjours extérieurs organisés par le centre.

## 12. Charges patronales et autres avantages des médecins, médecins psychiatres et pédopsychiatres dans les secteurs de la santé mentale et des drogues et addictions

Les charges patronales et autres avantages pris en considération sont liés au barème 1A pour les médecins et au barème 1B pour les psychiatres (voir tableau ci-dessous) :

**BAREMES DE REFERENCE (base 100) en vigueur pour les médecins psychiatres et pédopsychiatres**

<b>BAREMES DE REFERENCE (base 100) - pour les médecins, médecins psychiatres et pédopsychiatres dans les secteurs de la Santé mentale et la toxicomanie</b>		
	<b>1A</b>	<b>1B</b>
0	27.148,83	35.837,92
1	27.782,39	35.837,92
2	27.782,39	37.195,61
3	28.891,17	37.195,61
4	28.891,17	38.553,29
5	29.999,93	38.553,29
6	29.999,93	39.910,96
7	31.108,68	39.910,96
8	31.108,68	41.268,67
9	32.217,43	41.268,67
10	32.217,43	42.626,33
11	33.326,21	42.626,33
12	33.326,21	43.984,05
13	34.434,94	43.984,05
14	34.434,94	45.341,71
15	35.543,72	45.341,71
16	35.543,72	46.699,42
17	36.652,50	46.699,42
18	36.652,50	48.057,11
19	37.761,22	48.057,11
20	37.761,22	49.414,80
21	38.870,00	49.414,80
22	38.870,00	50.772,49
23	39.978,76	50.772,49
24	39.978,76	50.772,49
25	39.978,76	50.772,49
26	39.978,76	50.772,49
27	39.978,76	50.772,49
28	39.978,76	50.772,49
29	39.978,76	50.772,49
30	39.978,76	50.772,49
31	39.978,76	50.772,49

### 13. Jours de congé supplémentaires

Quatre jours de congé supplémentaires en complément des 20 jours de congés légaux (régime 5 jours) sont accordés chaque année aux travailleurs. Aux travailleurs engagés en cours d'année, il est octroyé un jour de congé par trimestre entier presté ou assimilé. Pour les travailleurs à temps partiel, la durée de ce congé est calculée au prorata de la durée de leurs prestations de travail.

Pour les travailleurs engagés avant le 1er janvier 2011, les jours de congés excédant cette mesure et prévus par une convention collective de travail d'entreprise ou un règlement de travail tels qu'ils étaient en vigueur le 1er janvier 2001, sont pris en compte dans la subvention pour rémunération.

Si l'institution ne ferme pas le jour de la Fête de la Communauté française (27 septembre), le travailleur a droit à un jour de congé à prendre en accord avec l'employeur, en plus des quatre jours de congé supplémentaires visés à l'alinéa 1er.

Vu pour être annexée à l'arrêté 2023/1329 du Collège de la Commission française modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission Communautaire Française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 2024.

Par le Collège :

B. TRACHTE,  
Ministre-Présidente ,

Membre du Collège, en charge du Budget, de la Promotion de la Santé

R. VERVOORT,

Membre du Collège, en charge de la Culture et de la Politique d'Aide aux personnes handicapées

N. BEN HAMOU,

Membre du Collège, en charge du Sport et de la Cohésion sociale

A. MARON,

Membre du Collège en charge des Affaires sociales et de la Santé

B. CLERFAYT,

Membre du Collège,  
en charge de la Formation et de l'Insertion socio-professionnelle

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/003911]

**28 MAART 2024. — Besluit 2023/1329 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling. — 3e LEZING**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 oktober 2003, 4 december 2003, 18 november 2004 (niet gepubliceerd), 29 juni 2006, 26 april 2007, 26 juni 2008, 11 september 2008, 4 juni 2009, 10 december 2009, 13 januari 2011, 15 juli 2015 (niet gepubliceerd), 30 november 2017 en 23 mei 2019;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het besluit op de respectievelijke situatie van vrouwen en mannen, dat vereist is op grond van artikel 3, eerste lid, 2° van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgevaardigd op 14 juni 2023;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het besluit op de situatie van personen met een handicap, dat vereist is op grond van artikel 4, § 3 van het decreet van 5 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgevaardigd op 14 juni 2023;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 september 2023;

Gelet op het akkoord van het lid van het College bevoegd voor Begroting, gegeven op 14 november 2023;

Gelet op het advies van de Franstalige Brusselse Adviesraad, gegeven op 23 oktober 2023;

Gelet op het intra-Franstalig overlegorgaan op het vlak van gezondheidszorg en bijstand aan personen, gegeven op 3 oktober 2023;

Gelet op het advies van het intra-Franstalig ministerieel comité voor overleg op het vlak van gezondheidszorg en bijstand aan personen, gegeven op 3 oktober 2023;

Gelet op advies nr. 75.201/4 van de Raad van State, gegeven op 21 februari 2024 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

## OVERWEGENDE:

het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socioprofessionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socioprofessionele inschakeling, zoals gewijzigd door het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 april 2016;

het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen zoals gewijzigd door de decreten van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001, 9 juli 2010 en 27 april 2017;

het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, gewijzigd door het decreet van 9 juli 2010 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling en door de decreten van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2016, 29 november 2018, 9 mei 2019, 15 juni 2023 en 19 januari 2024;

het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, zoals gewijzigd door de decreten van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 december 2016 en 17 december 2018 en hun uitvoeringsbesluiten;

het toepassingsbesluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 juni 1996 tot vaststelling van de voorwaarden en de regels voor de erkenning en de subsidiëring van de organismen die in het raam van de gecoördineerde voorzieningen voor de socioprofessionele inschakeling beroepsopleidingsactiviteiten uitoefenen;

het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001, 20 december 2001, 4 september 2003, 14 juli 2005, 25 oktober 2007 en 12 juli 2018;

het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juni 2009 houdende toepassing van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 december 2010, 20 oktober 2011, 19 juli 2012, 8 juni 2017, 17 mei 2018, 11 oktober 2018, 2 december 2021 en 8 februari 2024;

besluit 2017/165 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende specifieke en innoverende projecten, labels en erkende verenigingen, houdende toepassing van de afdelingen 3 en 4 van hoofdstuk 7 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;

het protocolakkoord voor de Brusselse non-profitsectoren van 23 december 2021 voor de jaren 2021-2024;

Dat de laatste drie akkoorden voor de non-profitsectoren, waarvan het laatste dateert van 23 december 2021, een reeks sectorale en intersectorale maatregelen bevatten die geïntegreerd moeten worden in het zogenaamde transversaal non-profitakkoord, dat dateert van 2001 en sinds 2019 niet meer herzien werd;

De sectorale wetgevingen die momenteel goedgekeurd worden met het oog op het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid en zijn uitvoeringsbesluit, zullen beide eveneens elementen aanbrengen die eveneens in het non-profitakkoord geïntegreerd dienen te worden;

De wenselijkheid en de noodzaak om correcties, wijzigingen of toevoegingen aan te brengen in dit besluit om de leesbaarheid en de toepassing ervan binnen de volledige non-profitsector te behouden;

Het feit dat de verschillende afdelingen van de Franstalige Brusselse Adviesraad bijeen zijn kunnen komen en besloten hebben collegiaal te zetelen onder het gezag van het Bureau en slechts één advies uit te brengen;

Op voorstel van de voorzitter van het College;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In toepassing van artikel 138 van de Grondwet regelt dit besluit een materie bedoeld in artikels 127 en 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling wordt de volgende wijziging aangebracht:

1° in het zestiende streepje worden de woorden "2 augustus 1996" vervangen door de woorden "27 juni 1996";

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het zevende streepje worden de woorden "HOBU: houder van een diploma van hoger onderwijs buiten de universiteit;" vervangen door "HOBU: hoger onderwijs buiten de universiteit;"

2° in het achtste streepje worden de woorden "HSO: houder van een diploma van hoger secundair onderwijs;" vervangen door de woorden "HSO: diploma van hoger secundair onderwijs;"

3° in het negende streepje worden de woorden "LSO: houder van een diploma van lager secundair onderwijs;" vervangen door de woorden "LSO: houder van een diploma van lager secundair onderwijs;"

4° tussen het negende en het tiende streepje worden de woorden "GTGSO: getuigschrift tweede graad secundair onderwijs" toegevoegd.

**Art. 4.** In artikels 54, § 2 en 109, § 3, tweede lid van hetzelfde besluit worden de referenties naar de vroegere munteenheid, de Belgische frank, geschrapt.

**Art. 5.** In artikel 85 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 januari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 5, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 januari 2011, worden de woorden "de wet op de VZW's" vervangen door de woorden "het Wetboek van Vennoetschappen en Verenigingen".

2° paragraaf 6, ingevoegd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 september 2008 en gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2017, wordt als volgt vervangen:

"De werkingskosten van de fondsen die instaan voor het beheer van de compenserende aanwervingen worden gesubsidieerd ten belope van 45.000 euro per fonds. Dit bedrag wordt vanaf 2025 geïndexeerd op basis van de volgende formule:

$$\frac{\text{Basisbedrag voor werkingskosten} \times \text{gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 2023}}$$

De financieringsmodaliteiten van de vzw's of de fondsen die instaan voor het beheer van de compenserende aanwervingen worden bepaald overeenkomstig paragraaf 3, tweede tot vierde lid. De termijn voor de indiening van de bewijsstukken is de termijn van artikel 85, paragraaf 5.

**Art. 6.** Artikel 85bis van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Een toelage wordt toegekend om de bedrijfstoelagen (voordien vergoedingen voor vervroegd pensioen) te dekken die aan werknemers die het statuut van werkloze met bedrijfstoelage (voordien bruggepensioneerde) hebben, worden uitbetaald, onder de volgende voorwaarden:

1° het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage (voordien brugpensioen) wordt toegekend aan werknemers die voldoen aan de voorwaarden van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij ontslagen worden, zoals achtereenvolgens en voor de laatste keer gewijzigd door collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17/42 van 30 mei 2023 of door de collectieve arbeidsovereenkomsten die het recht op bedrijfstoelage openen en gesloten zijn binnen de paritaire commissies of subcommissies voor de betreffende sectoren (318, 319.02, 329.2, 332, 330) en die voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen of door het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage.

2° Tijdens de periode van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage (voordien brugpensioen), wordt de vervanging van de werkloze met bedrijfstoelage (voordien bruggepensioneerde) verzekerd door een werknemer die jonger is dan 40 jaar bij de indienstneming, behoudens individuele, door het College toegekende individuele afwijking voor directie-, coördinatie- en geneeskundige posten. Deze voorwaarde komt bovenop de voorwaarden inzake vervanging die door het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen of door het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage aan werknemers opgelegd worden.

3° Het bedrag van de toegekende subsidie voor de bedrijfstoelage (voordien de bijkomende vergoeding) uitbetaald aan de werkloze met bedrijfstoelage (voordien bruggepensioneerde) wordt berekend in verhouding tot de betoelagde werktijd voor de werknemer in het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage. Het bedrag van de bedrijfstoelage (voordien bijkomende vergoeding) dat in overweging wordt genomen voor de berekening van de toelage is geplafonneerd op een bedrag dat overeenstemt met 6 uren compenserende aanwerving voor 1 VTE voor het referentiejaar.

4° Verantwoordingsstukken van de toelage die jaarlijks voorgelegd moeten worden zijn de betalingsbewijzen van de bedrijfstoelagen (voordien bijkomende vergoedingen), samen met een berekeningsblad betreffende elke toeslag.

5° In afwijking van punt 2 van dit artikel, geven in de sectoren van de dag- en de verblijfcentra voor gehandicapten de vervangingen die lopend zijn op de datum van inwerkingtreding van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 september 2008 tot wijziging van besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001

tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling, die verzekerd worden door een werknemer die ouder is dan 40 jaar bij de indienstneming en die voldoen aan de voorwaarden inzake vervanging die door het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggpensioen of door het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag aan werknemers opgelegd worden aanleiding tot een toelage”.

**Art. 7.** In artikel 88*bis*, tweede lid van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “de FÉBISP” worden vervangen door de woorden “de Administratie”;

2° de woorden “krachtens punt 5, § 3, van het protocolakkoord dat de modaliteiten bepaalt voor de tenuitvoerlegging van het non-profitakkoord van 29 juni 2000 in de sector van de socioprofessionele inschakeling - Luik FGC” worden geschrapt.

**Art. 8.** In artikel 89 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden “van het jaar” ingevoegd na het woord “loonmassa”.

**Art. 9.** In artikel 97, tweede lid van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “de FÉBISP moet opstellen” worden vervangen door de woorden “de Administratie moet opstellen”;

2° de woorden “krachtens punt 5, § 3, van het protocolakkoord dat de modaliteiten bepaalt voor de tenuitvoerlegging van het non-profitakkoord van 29 juni 2000 in de sector van de socioprofessionele inschakeling - Luik FGC” worden geschrapt.

**Art. 10.** In artikel 113 bis van hetzelfde besluit, ingevoegd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een tweede lid toegevoegd:

“In sectoren die een nieuwe functieclassificatie en een nieuw baremamodel invoeren, die vallen onder de beslissingen genomen in het kader van non-profitakkoorden omgezet door het sectoraal paritair comité, is de premie niet langer verschuldigd.

° er wordt een derde lid toegevoegd:

“Behoudens andersluidende sectorale bepaling en indien ze niet rechtstreeks geïntegreerd zijn in de gesubsidieerde weddeschalen vastgelegd in bijlage I van besluit 2001/549, worden de bedragen vastgelegd in het eerste lid ter aanvulling van de middelen voorzien in de begroting in het kader van de non-profitakkoorden en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten bestemd voor de financiering van het nieuwe baremaloon via de door de Administratie ingevoerde ad-hocregeling.”

**Art. 11.** Er wordt een artikel 113 quater ingevoegd in hetzelfde besluit:

“Voor werknemers toegewezen aan de ondersteuning van de opdrachten van de decreten van de Franse Gemeenschapscommissie zijn de mobiliteitsmaatregelen vastgelegd in bijlage V, leden 3 en volgende van toepassing.”

**Art. 12.** Artikels 4 tot 15, 56, 60 tot 71, 75 tot 83, 88, 90 tot 96, 98 tot 100, 106 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 13.** Bijlage II van hetzelfde besluit met betrekking tot de tabel van de referentieweddeschalen voor de gesubsidieerde functies, gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009, van 30 november 2017 en van 23 mei 2019, wordt vervangen door bijlage II van dit besluit.

**Art. 14.** Bijlage III van hetzelfde besluit met betrekking tot de gesubsidieerde functies per sector - vereiste diploma's en toelatingsvoorwaarden, gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009, van 30 november 2017 en van 23 mei 2019, wordt vervangen door bijlage II van dit besluit.

**Art. 15.** Bijlage V van hetzelfde besluit met betrekking tot de berekening van de subsidie voor loonkosten, werkgeverslasten en andere voordelen, gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009, van 30 november 2017 en van 23 mei 2019, wordt vervangen door bijlage V van dit besluit.

**Art. 16.** Deze wijziging heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

**Art. 17.** De voorzitter van het College wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 28 maart 2024.

Voor het College :

B. TRACHTE,

De Minister-president, lid van het College, bevoegd voor Begroting en Gezondheidspromotie

R. VERVOORT,

Lid van het College bevoegd voor Cultuur en Gehandicaptenbeleid

N. BEN HAMOU,

Lid van het College, bevoegd voor Sport en Sociale samenhang

A. MARON,

Lid van het College, bevoegd voor Sociale Zaken en Gezondheid

B. CLERFAYT,

Lid van het College, bevoegd voor Opleiding en Socioprofessionele inschakeling



**BIJLAGE II - Besluit 2023/1329 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling.**

**Bijlage II NM - Tabel van de referentieweddenscalen voor de gesubsidieerde functies**

FUNCTIE	DIPLOMA *, DIPLOMA OF BEROEPSKWALIFICATIE **	REFERENTIE WEDDESCHA AL NM van de COCOF
Directeur, coördinator, onderdirecteur	Master	1
Psycholoog, pedagoog, psychopedagoog, bemiddelaar in familie zaken, criminoloog, kinesitherapeut, logopedist, jurist, socioloog, antropoloog, begeleider (master), opleidingsverantwoordelijke, filosoof	Master	1
Huisarts	Master in de geneeskunde, de huisartsengeneeskunde, de geneeskunde in stage in de huisartsengeneeskunde of met specialisatie in huisartsengeneeskunde	1
Huisarts voor het gehandicaptenbeleid	Master in de geneeskunde	11
Geneesheer-specialist	Master in de geneeskunde met specialisatie of in het 3e, 4e, 5e jaar van de master in de psychiatrie, master in de geneeskunde met specialisatie hepatologie	1A***
Geneesheer-specialist voor het gehandicaptenbeleid	Master in de geneeskunde met specialisatie	12
Directeur, coördinator of pedagogisch coördinator, onderdirecteur en hoofdopvoeder	HOBU / Professionele bachelor of gelijkgesteld	2
Hoofdopvoeder	HOBU / Professionele bachelor of gelijkgesteld	3
Administratief personeel: econoom, boekhouder, beheerder human resources, juridisch assistent, directie-assistent/-secretaris	HOBU / Professionele bachelor of gelijkgesteld, beroepskwalificatie categorie 1	4
Opvoeder klasse 1, begeleider klasse 1, technicus klasse 1, paramedisch gegradueerde, maatschappelijk assistent, assistent in de psychologie, verpleegkundige, sociaal verpleegkundige, psychiatrisch verpleegkundige, verpleegkundige in de gemeenschapsgezondheid, opleidingsverantwoordelijke, vormingsverantwoordelijke, relatietherapeut, familiaal bemiddelaar, onthaalmedewerker, zorgcoördinator, psychomotorist, logopedist, verloskundige, deskundige gemeenschapsgezondheid.	HOBU / Professionele bachelor of gelijkgesteld, beroepskwalificatie categorie 1	4
Opvoeder klasse 2, begeleider klasse 2, technicus klasse 2 en gebrevetteerd verpleegkundige	HSO of gelijkgesteld, beroepskwalificatie categorie 2	5
Secretaris, administratief assistent of boekhouder, onthaalmedewerker	HSO of gelijkgesteld, beroepskwalificatie categorie 2	6
Opvoeder klasse 3, opleider klasse 3 en technicus klasse 3; gezins- en bejaardenhulp; kinderverzorgster	6B of opleidingsgetuigschrift gezinshulp of gelijkgesteld door een inschrijvingsbewijs, beroepskwalificatie categorie 2	7
Hulpbediende	LSO of getuigschrift tweede graad secundair onderwijs, beroepskwalificatie categorie 2	9
Opvoeder klasse 4	LSO of getuigschrift tweede graad secundair onderwijs, diploma bedrijfsleider (beroepsopleiding*) of gelijkgesteld, beroepskwalificatie categorie 2	9
Technicus ploegbaas, arbeider, ploegbaas	Kwalificatiegetuigschrift, beroepskwalificatie categorie 2	8
Geschoold technicus, geschoold arbeider, chauffeur	Kwalificatiegetuigschrift, beroepskwalificatie categorie 2	9

Technicus, arbeider en huishoudhulp	Geen bijzondere vereisten.	10
Opleider klasse 1	HOBu / Professionele bachelor of gelijkgesteld, beroepskwalificatie categorie 1	14
Opleider klasse 2	HSO of gelijkgesteld, beroepskwalificatie categorie 2	13
Gebarentolk	Master in het vertalen/tolken in Frans-Belgische gebarentaal	1
Gebarentolk, transliterator of velotypist	Vermeld staan op de erkende lijst van gebarentolken en/of de erkende lijst van tolken voor elke andere hulp bij de communicatie en/of de erkende lijst van transliteratoren of velotypisten, opgesteld door een dienst ter ondersteuning van de communicatie en de gebarenvertolking	4

\* Diploma's opgesteld voor de toepassing van de Bologna-akkoorden worden steeds in aanmerking genomen om enkel de gesubsidieerde functies vermeld in deze bijlage te valideren. Zo is "HOBu" gelijkgesteld met "professionele bachelor" en "universitair of licentiaat" met "master".

Voor elk diploma uitgereikt door een ander land dan de landen van de Benelux moet de houder de gelijkwaardigheid ervan aanvragen bij een van de drie gemeenschapsinstanties (Communauté française, Vlaamse Gemeenschap of Deutschsprachigen Gemeinschaft) verantwoordelijk voor het bepalen van de gelijkwaardigheid. Er dient een kopie van deze gelijkwaardigheid overgemaakt te worden aan de administratie om de te vervullen functie te kunnen valideren.

In een streven naar administratieve vereenvoudiging valideert de administratie echter bepaalde functies die betrekking hebben op de uitoefening van gezondheidszorgberoepen (arts, kinesitherapeut, ergotherapeut, logopedist, verpleegkundige, psycholoog) waarvoor de houder van het diploma van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu - dienst Gezondheidszorgberoepen een visum gekregen heeft dat de uitoefening van het beroep in België toelaat.

\*\* Beroepskwalificatie: kwalificatie afgeleverd door een openbare beroepsopleidingsoperator in de zin van het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapssommissie betreffende de oprichting en het beheer van een Franstalig kwalificatiekader, afgekort "C.F.C."<sup>1</sup>.

Het CFC omvat acht verschillende niveaus<sup>2</sup>. De kwalificaties worden hier ingedeeld in twee categorieën, om het gebruik en de leesbaarheid ervan te bevorderen.

#### Beroepskwalificaties categorie 1:

1. Getuigschrift van leertijd afgeleverd door het IFAPME of de SFPME met minimaal niveau 5 CFC/EKK;
2. Diploma bedrijfsleider afgeleverd door het IFAPME of de SFPME met minimaal niveau 5 CFC/EKK of met HSO als toelatingsvoorwaarde;
3. Diploma coördinatie en omkadering afgeleverd door het IFAPME of de SFPME met minimaal niveau 5 CFC/EKK of met HSO als toelatingsvoorwaarde;
4. Certificaat van verworven competenties in opleiding (Cecaf) afgeleverd door een openbare opleidingsoperator (Bruxelles Formation, IFAPME, Forem of SFPME) met minimaal niveau 5 CFC/EKK;
5. Bekwaamheidsbewijs afgeleverd door het Consortium voor de validering van bekwaamheden met minimaal niveau 5 CFC/EKK;

#### Beroepskwalificaties categorie 2:

1. Getuigschrift van leertijd afgeleverd door het IFAPME of de SFPME;
2. Diploma bedrijfsleider afgeleverd door het IFAPME of de SFPME;
3. Diploma coördinatie en omkadering afgeleverd door het IFAPME of de SFPME;
4. Certificaat basiskennis bedrijfsbeheer afgeleverd door het IFAPME of de SFPME;
5. Certificaat van verworven competenties in opleiding (Cecaf) afgeleverd door een openbare opleidingsoperator (Bruxelles Formation, IFAPME, Forem of SFPME);
6. Bekwaamheidsbewijs afgeleverd door het Consortium voor de validering van bekwaamheden;

\*\*\* Weddeschaal 1A zoals vastgelegd in punt 12 van bijlage V NM.

<sup>1</sup> Het CFC is een kader met twee luiken: een voor onderwijskwalificaties en een voor beroepskwalificaties. Het samenwerkingsakkoord definieert deze in artikel 1: 9° onderwijskwalificatie: kwalificatie gevormd door een samenhangend en significant geheel van leerresultaten met het oog op de persoonlijke ontwikkeling, de voortzetting van de studies of de opleiding, de toegang tot een beroepsleven; 10° beroepskwalificatie: kwalificatie gevormd door een samenhangend en significant geheel van leerresultaten met het oog op de voortzetting van de opleiding, de inschakeling of het behoud op de arbeidsmarkt of de beroepsspecialisatie.

<sup>2</sup> In de bijlage van het samenwerkingsakkoord CFC worden de descriptoren die toelaten een kwalificatie in een van de acht niveaus van het kader te situeren nauwkeurig gedefinieerd.

Gezien om te worden gevoegd bij besluit 2023/1329 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling.

Gedaan te Brussel, 28 maart 2024.

Voor het College :

B. TRACHTE,

De Minister-president,

lid van het College, bevoegd voor Begroting en Gezondheids promotie

R. VERVOORT,

Lid van het College bevoegd voor Cultuur en Gehandicaptenbeleid

N. BEN HAMOU,

lid van het College, bevoegd voor Sport en Sociale samenhang

A. MARON,

lid van het College, bevoegd voor Sociale Zaken en Gezondheid

B. CLERFAYT,

lid van het College, bevoegd voor Opleiding en Socioprofessionele inschakeling

---

**BIJLAGE III - Besluit 2023/1329 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling.**

**Bijlage III NM - Gesubsidieerde functies per sector - vereiste diploma's en toelatingsvoorwaarden**

<b>1. Sector Centra voor gezinsplanning</b>	
Onthaalfunctie	Alle hieronder vermelde diploma's behalve degene die betrekking hebben op de functie administratieve ondersteuning
Medische en gynaecologische functie	Master in de geneeskunde of in de geneeskunde met specialisatie of master in de geneeskunde in stage huisartsengeneeskunde Professionele bachelor verloskundige
Sociale functie	Professionele bachelor maatschappelijk assistent of sociaal verpleegkundige of verpleegkundige gespecialiseerd in gemeenschapsgezondheid Professionele bachelor assistent psychologie Professionele bachelor die de titel van opvoeder klasse 1 gespecialiseerd in psycho-educatieve begeleiding toekent
Coördinatiefunctie	Bachelor en/of master
Juridische functie	Master in de rechten
Functie administratieve ondersteuning	HSO Beroepskwalificatie categorie 2
Functie van relatietherapeut	Professionele bachelor relatietherapeut of HSO en opleidingsattest afgeleverd voor juni 1996 door een opleidingsschool
Psychologische functie	Master in de psychologische wetenschappen of in de klinische orthopedagogie
Seksuologische functie	Master in de familiale en seksuologische wetenschappen Universitair getuigschrift van klinische seksuologie 3e cyclus
Functie gezinsbemiddeling	Master en getuigschrift van opleiding gezinsbemiddeling Professionele bachelor en getuigschrift van opleiding gezinsbemiddeling
Animatie- en preventiefunctie	Alle hierboven vermelde diploma's behalve degene die betrekking hebben op de functie administratieve ondersteuning

<b>2. Sector Centra voor Algemeen Welzijnswerk</b>	
Coördinator	Master Professionele bachelor maatschappelijk assistent
Maatschappelijk assistent	Professionele bachelor maatschappelijk assistent
Administratief assistent	HSO Beroepskwalificatie categorie 2
Aanvullende functies op masterniveau	Master die verband houdt met de erkende opdrachten – gekoppeld aan weddeschaal 1
Aanvullende functies op bachelorniveau	Professionele bachelor die verband houdt met de erkende opdrachten – gekoppeld aan weddeschaal
Aanvullende functies op niveau HSO	HSO - gekoppeld aan weddeschaal 6 Beroepskwalificatie categorie 2

<b>3. Sector Opvangtehuizen</b>	
Directeur	Master Professionele bachelor met een sociale, psychologische, paramedische of pedagogische oriëntering en 3 jaar anciënniteit in de non-profitsector

Psycholoog	Master in de psychologische wetenschappen
Maatschappelijk assistent	Professionele bachelor maatschappelijk assistent
Verpleegkundige, assistent in de psychologie	Professionele bachelor die deze titel verleent
Opvoeder klasse 1	Professionele bachelor met een sociale, psychologische, paramedische of pedagogische oriëntering Beroepskwalificatie categorie 1 met een sociale, psychologische, paramedische of pedagogische oriëntering
Opvoeder klasse 2	HSO Beroepskwalificatie categorie 2 met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering
Opvoeder klasse 3	6e jaar beroepsonderwijs met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering of een bekwaamheidsattest van gezinshelper of gelijkgesteld voor de afgifte van een inschrijvingsbewijs dat toegang geeft tot de functie van gezins- of bejaardenhelper Beroepskwalificatie categorie 2 met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering
Opvoeder klasse 4	LSO of getuigschrift tweede graad secundair onderwijs of kwalificatiegetuigschrift Beroepskwalificatie categorie 2

#### 4. Sector Diensten die zich bezighouden met druggebruik en verslavingen

Arts	Master in de geneeskunde, master in de huisartsengeneeskunde Master in de geneeskunde met specialisatie in de psychiatrie of het 3e, 4e of 5e jaar van de master-na-master in de volwassenpsychiatrie, master in de geneeskunde met specialisatie hepatologie
Functies op masterniveau	Master die verband houdt met de erkende opdrachten – gekoppeld aan weddeschaal 1
Functies op bachelorniveau	Professionele bachelor die verband houdt met de erkende opdrachten – gekoppeld aan weddeschaal
Functies op niveau HSO	HSO - gekoppeld aan weddeschaal 6 Beroepskwalificatie categorie 2

#### 5. Sector Diensten voor geestelijke gezondheidszorg

Psychiatrische functie	Master in de geneeskunde met specialisatie in volwassenpsychiatrie of kinder- en jeugdpsychiatrie of het 3e, 4e of 5e jaar van de master-na-master in de volwassenpsychiatrie of de kinder- en jeugdpsychiatrie
Psychologische functie	Master in de psychologische wetenschappen of in de klinische orthopedagogie
Sociale functie	Professionele bachelor maatschappelijk assistent
Onthaal- en secretariaatsfunctie	HSO Beroepskwalificatie categorie 2
Aanvullende functies op bachelorniveau	Professionele bachelor assistent in de psychologie, logopedist, ergotherapeut, in de motorische wetenschappen (algemene oriëntering), in psychomotoriek, maatschappelijk assistent, opvoeder. Sociaal verpleegkundige of verpleegkundige gespecialiseerd in gemeenschapsgezondheid.
Aanvullende functies op masterniveau	Master in de rechten, in de logopedie, in de criminologie, de sociologie en de antropologie, in de politieke en sociale wetenschappen, in de humane wetenschappen, in de volksgezondheidswetenschappen, in de psychologische wetenschappen, in de geneeskunde

6. Sector Teleonthaal	
Directeur	Master of professionele bachelor met een sociale, medische, paramedische, psychologische, pedagogische oriëntering of een oriëntering in de communicatie
Opleidingsverantwoordelijke	Master of professionele bachelor met een sociale, paramedische, psychologische, pedagogische oriëntering of een oriëntering in de communicatie Beroepskwalificatie categorie 1 met een sociale, paramedische, psychologische, pedagogische oriëntering of een oriëntering in de communicatie
Secretaris	HSO Beroepskwalificatie categorie 2

7. Sector Medische huizen	
Onthaalmedewerker	HSO of professionele bachelor Beroepskwalificatie categorie 2
Functie gemeenschapsgezondheid	Master in de geneeskunde of master en professionele bachelor met een sociale, paramedische, psychologische of pedagogische oriëntering Professionele bachelor verpleegkunde en/of gemeenschapsgezondheid
Maatschappelijk assistent(e)	Professionele bachelor maatschappelijk assistent

8. Sector Coördinatiecentra voor de thuisverzorging en thuishulp	
Zorgcoördinator	Professionele bachelor met een sociale, paramedische of psychologische oriëntering
Administratief assistent	HSO Beroepskwalificatie categorie 2
Directeur	Master of professionele bachelor met een paramedische, pedagogische, psychologische of sociale oriëntering

9. Sector Diensten voor palliatieve zorg en nazorg	
Functie op masterniveau	Master met een medische, psychologische of sociale oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of de verpleegkunde
Functie verpleegkundige zorgen (nieuwe categorie 3)	Professionele bachelor in verpleegkundige zorgen
Functie op bachelorniveau	Professionele bachelor met een paramedische, pedagogische, psychologische of sociale oriëntering
Secretaris	HSO Beroepskwalificatie categorie 2

10. Sector Socioprofessionele Inschakeling	
Pedagogisch coördinator	Professionele bachelor of HSO + tien jaar nuttige ervaring* Beroepskwalificatie categorie 1 of Beroepskwalificatie categorie 2 + tien jaar nuttige ervaring*
Opleider klasse 1	Professionele bachelor of HSO + zes jaar nuttige ervaring* Of LSO + negen jaar nuttige ervaring* Of getuigschrift tweede graad secundair onderwijs + negen jaar nuttige ervaring* Of beroepskwalificatie categorie 1 of Beroepskwalificatie categorie 2 + zes jaar nuttige ervaring*
Opleider klasse 2	HSO of gelijkgesteld (zes jaar nuttige ervaring*) Beroepskwalificatie categorie 2 of gelijkgesteld (zes jaar nuttige ervaring*)

\* Onder nuttige ervaring wordt verstaan:

- Voor pedagogische coördinatoren: gedurende een periode van 10 jaar taken uitgevoerd hebben die met deze functie te maken hebben (ontwerp en opbouw van opleidingssystemen, ontwikkeling van voorzieningen aangepast aan de te bereiken richting en doelstellingen, coördinatie en beheer van de acties en opleidingsprojecten);
- Voor opleiders: ervaring opgedaan bij het verwezenlijken van taken die een voldoende verantwoordelijkheidsniveau inhouden in een onderneming van de professionele sector die betrokken is bij de verstrekte opleidingen.

<b>11. Sector Dagcentra en onthaalcentra</b>	
Directeur	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, familiale en seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of het beheer van human resources of gelijkgesteld (directeurs universitair niveau in functie op 31/12/00); Bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische, economische, juridische of artistieke oriëntering of een oriëntering in het beheer van human resources en 3 jaar anciënniteit in de non-profitsectoren of gesubsidieerd directeur op 31 december 2000.
Onderdirecteur	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, familiale en seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of het beheer van human resources; Bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische, economische, juridische of artistieke oriëntering of een oriëntering in het beheer van human resources of gelijkgesteld (kwalificaties vereist voor opvoeders klasse II en minstens tien jaar educatieve functies in een dagcentrum of een onthaalcentrum).
Huisarts	Master in de geneeskunde
Geneesheer-specialist	Master in de geneeskunde met specialisatie
Psycholoog	Master in de psychologische wetenschappen
Pedagoog en psychopedagoog	Master in de opvoedingswetenschappen
Assistent in de psychologie	Professionele bachelor die deze titel verleent
Paramedische functies	Master (kinesitherapeut of logopedist), of professionele bachelor (ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist, wederopvoeder in de psychomotoriek, audioloog, orthoptist).
Maatschappelijk assistent	Professionele bachelor die deze titel verleent
Gegradueerd verpleegkundige	Professionele bachelor in verpleegkundige zorgen
Verpleegkundige in de gemeenschapsgezondheid	Professionele bachelor in verpleegkundige zorgen met specialisatie in gemeenschapsgezondheid en voormalig gegradueerd sociaal verpleegkundige
Gebrevetteerd verpleegkundige	Getuigschrift van verpleegkundige of ziekenhuisassistent.
Opvoeder-groepschef:	Hoofdopvoeder met minstens een jaar dienst in deze functie
Hoofdopvoeder	Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering of gelijkgesteld (kwalificaties vereist voor opvoeders klasse II en minstens vijf jaar educatieve functies in een dagcentrum of een onthaalcentrum).
Opvoeder klasse 1	Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering (evenals de op 31 december 2000 gelijkgestelde en gesubsidieerde opvoeders) Beroepskwalificatie categorie 1 met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering
Opvoeder klasse 2	HSO of gelijkgesteld (opvoeder klasse IIA of IIB op 31 december 2000). Beroepskwalificatie categorie 2 met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering
Opvoeder klasse 3	6e jaar beroepsonderwijs met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering of een bekwaamheidsattest van gezinshelper of gelijkgesteld voor de afgifte van een inschrijvingsbewijs dat toegang geeft tot de functie van gezins- of bejaardenhelper Beroepskwalificatie categorie 2 met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering

Opvoeder klasse 4	LSO of getuigschrift tweede graad secundair onderwijs Beroepskwalificatie categorie 2
Secretaris/directie-assistent	Professionele bachelor die deze titel verleent Beroepskwalificatie categorie 1 die deze titel verleent
Boekhouder	Professionele bachelor met een economische of boekhoudkundige oriëntering of een diploma van de "Chambre belge des Comptables" of een specialisatiediploma in het beheer van de diensten en instellingen van de non-profitsector of gelijkgesteld (boekhouder klasse 1 op 31/12/2000). Beroepskwalificatie categorie 1 met een economische of boekhoudkundige oriëntering
Human Resources Manager	Professionele bachelor in human resources Beroepskwalificatie categorie 1 in human resources
Juridisch assistent	Professionele bachelor met een juridische oriëntering Beroepskwalificatie categorie 1 met een juridische oriëntering
Assistent-boekhouder	HSO met een economische oriëntering. Beroepskwalificatie categorie 2 met een economische oriëntering
Administratief assistent	HSO of gelijkgesteld (opsteller of econoom op 31 december 2000). Beroepskwalificatie categorie 2
Hulpbediende	LSO of getuigschrift tweede graad secundair onderwijs
Technicus klasse 1	Professionele bachelor met een elektronica- of informaticaoriëntering Beroepskwalificatie categorie 1 met een elektronica- of informaticaoriëntering
Technicus klasse 2	HSO met een elektronica- of informaticaoriëntering of gelijkgesteld (opleiding Braille) Beroepskwalificatie categorie 2 met een elektronica- of informaticaoriëntering
Technicus klasse 3	6e jaar beroepsonderwijs met een technische oriëntering Beroepskwalificatie categorie 2 met een technische oriëntering
Technicus ploegbaas	Geschoold technicus verantwoordelijk voor een team technici
Geschoold technicus	Kwalificatiegetuigschrift Beroepskwalificatie categorie 2
Technicus	Geen bijzondere vereisten.

## 12. Sector Diensten voor begeleiding

Directeur	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, familiale en seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of het beheer van human resources; Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische, economische, juridische of artistieke oriëntering of een oriëntering in het beheer van human resources en 3 jaar anciënniteit in de non-profitsectoren
Begeleider (Master)	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, familiale en seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of sociaal werk
Begeleider klasse 1	Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering Beroepskwalificatie categorie 1 met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering
Begeleider klasse 2	HSO Beroepskwalificatie categorie 2



Kinderverzorgster	Getuigschrift van kinderverzorgster of geslaagd zijn voor het 6e jaar beroepsonderwijs met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering.
Secretaris/directie-assistent	Professionele bachelor die deze titel verleent Beroepskwalificatie categorie 1 die deze titel verleent
Boekhouder	Professionele bachelor met een economische of boekhoudkundige oriëntering of een diploma van de "Chambre belge des Comptables" of een specialisatiediploma in het beheer van de diensten en instellingen van de non-profitsector. Beroepskwalificatie categorie 1 met een economische of boekhoudkundige oriëntering
Administratief assistent	HSO Beroepskwalificatie categorie 2
Geschoold technicus	Kwalificatiegetuigschrift Beroepskwalificatie categorie 2
Technicus	Geen bijzondere vereisten.
Gebarentolk	Master in het vertalen-tolken in de Frans-Belgische gebarentaal; vermeld staan op de erkende lijst van gebarentolken opgesteld door een dienst ter ondersteuning van de communicatie en gebarenvertolking
Transliterator	Vermeld staan op de erkende lijst van transliteratoren opgesteld door een dienst ter ondersteuning van de communicatie en de gebarenvertolking

### 13. Sector Diensten voor hulp bij de communicatie en gebarenvertolking

Directeur	Master of professionele bachelor
Administratief assistent	HSO Beroepskwalificatie categorie 2
Geschoold technicus	Kwalificatiegetuigschrift Beroepskwalificatie categorie 2
Technicus	Geen bijzondere vereisten.
Gebarentolk	Master in het vertalen-tolken in de Frans-Belgische gebarentaal; vermeld staan op de erkende lijst van gebarentolken en/of de lijst van tolken voor elke andere hulp bij de communicatie, opgesteld door een dienst ter ondersteuning van de communicatie en gebarenvertolking
Transliterator, velotypist	Vermeld staan op de erkende lijst van transliteratoren en gevestigde velotypisten opgesteld door een dienst ter ondersteuning van de communicatie en de gebarenvertolking

### 14. Sector Diensten voor schuldbemiddeling

Maatschappelijk assistent	Professionele bachelor die deze titel verleent en gespecialiseerde opleiding of beroepservaring in schuldbemiddeling
Jurist	Master in de rechten en gespecialiseerde opleiding of beroepservaring in schuldbemiddeling
Onthaal en secretariaat	HSO Beroepskwalificatie categorie 2

### 15. Sector Diensten voor pleegzorg

Directeur	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, familiale of seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of het beheer van human resources; Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische, economische, juridische of artistieke oriëntering of een oriëntering in het beheer van human resources en 3 jaar anciënniteit in de non-profitsectoren
Psycholoog	Master in de psychologische wetenschappen

Begeleider (Master)	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, familiale of seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of sociaal werk
Begeleider klasse 1	Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering Beroepskwalificatie categorie 1 met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering
Begeleider klasse 2	HSO Beroepskwalificatie categorie 2
Pedagoog of psychopedagoog	Master in de opvoedingswetenschappen
Verpleegkunde in de gemeenschapsgezondheid	Professionele bachelor in verpleegkundige zorgen met specialisatie in gemeenschapsgezondheid en voormalig gegradueerd sociaal verpleegkundige
Kinderverzorgster	Getuigschrift van kinderverzorgster of geslaagd zijn voor het 6e jaar beroepsonderwijs met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering.
Assistent in de psychologie	Professionele bachelor die deze titel verleent
Maatschappelijk assistent	Professionele bachelor die deze titel verleent
Geneesheer-specialist	Master in de geneeskunde met specialisatie
Secretaris/directie-assistent	Professionele bachelor die deze titel verleent Beroepskwalificatie categorie 1 die deze titel verleent
Boekhouder	Professionele bachelor met een economische of boekhoudkundige oriëntering of een diploma van de "Chambre belge des Comptables" of een specialisatiediploma in het beheer van de diensten en instellingen van de non-profitsector. Beroepskwalificatie categorie 1 met een economische of boekhoudkundige oriëntering
Administratief assistent	HSO Beroepskwalificatie categorie 2
Geschoold technicus	Kwalificatiegetuigschrift Beroepskwalificatie categorie 2
Technicus	Geen bijzondere vereisten.
Gebarentolk	Master in het vertalen-tolken in de Frans-Belgische gebarentaal; vermeld staan op de erkende lijst van gebarentolken en/of de lijst van tolken voor elke andere hulp bij de communicatie, opgesteld door een dienst ter ondersteuning van de communicatie en gebarenvertolking
Transliterator	Vermeld staan op de erkende lijst van gebarentolken of de lijst van tolken voor elke andere hulp bij de communicatie, opgesteld door een dienst ter ondersteuning van de communicatie en de gebarenvertolking

#### 16. Sector Diensten voor inclusieve vrijetijdsbesteding

Begeleider (Master)	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, familiale en seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of sociaal werk
Begeleider klasse 1	Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering Beroepskwalificatie categorie 1 met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering
Begeleider klasse 2	HSO Beroepskwalificatie categorie 2

<b>17. Sector Diensten ter ondersteuning van activiteiten van sociaal nut</b>	
Directeur	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, familiale of seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of het beheer van human resources; Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische, economische, juridische of artistieke oriëntering of een oriëntering in het beheer van human resources en 3 jaar anciënniteit in de non-profitsectoren
Begeleider (Master)	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, familiale en seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of sociaal werk
Begeleider klasse 1	Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering Beroepskwalificatie categorie 1 met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering
Begeleider klasse 2	HSO Beroepskwalificatie categorie 2

<b>18. Sector "PACT"-diensten</b>	
Directeur	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, familiale of seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of het beheer van human resources of gelijkgesteld (directeurs universitair niveau in functie op 31/12/00); Bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische, economische, juridische of artistieke oriëntering of een oriëntering in het beheer van human resources en 3 jaar anciënniteit in de non-profitsectoren of gesubsidieerd directeur op 31 december 2000.
Paramedische functies	Master (kinesitherapeut of logopedist), of professionele bachelor (ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist, wederopvoeder in de psychomotoriek, audioloog, orthoptist).
Opvoeder klasse 1	Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering (evenals de op 31 december 2000 gelijkgestelde en gesubsidieerde opvoeders) Beroepskwalificatie categorie 1 met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering
Opvoeder klasse 2	HSO of gelijkgesteld (opvoeder klasse IIA of IIB op 31 december 2000). Beroepskwalificatie categorie 2 met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering
Opvoeder klasse 3	6e jaar beroepsopleiding met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering of een bekwaamheidsattest van gezinshelper of gelijkgesteld voor de afgifte van een inschrijvingsbewijs dat toegang geeft tot de functie van gezins- of bejaardenhelper Beroepskwalificatie categorie 2 met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering
Secretaris/directie-assistent	Professionele bachelor die deze titel verleent Beroepskwalificatie categorie 1 die deze titel verleent

Boekhouder	Professionele bachelor met een economische of boekhoudkundige oriëntering of een diploma van de "Chambre belge des Comptables" of een specialisatiediploma in het beheer van de diensten en instellingen van de non-profitsector of gelijkgesteld (boekhouder klasse 1 op 31/12/2000). Beroepskwalificatie categorie 1 met een economische of boekhoudkundige oriëntering
Administratief assistent	HSO of gelijkgesteld (opsteller of econoom op 31 december 2000). Beroepskwalificatie categorie 2
Technicus klasse 1	Professionele bachelor met een elektronica- of informaticaoriëntering Beroepskwalificatie categorie 1 met een elektronica- of informaticaoriëntering
Technicus klasse 2	HSO met een elektronica- of informaticaoriëntering of gelijkgesteld (opleiding Braille) Beroepskwalificatie categorie 2 met een elektronica- of informaticaoriëntering
Technicus klasse 3	6e jaar beroepsonderwijs met een technische oriëntering Beroepskwalificatie categorie 2

#### 19. Sector Diensten ter ondersteuning van beroepsopleiding

Begeleider (Master)	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, familiale of seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of sociaal werk
Begeleider klasse 1	Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering Beroepskwalificatie categorie 1 met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering
Begeleider klasse 2	HSO Beroepskwalificatie categorie 2
Tolk gebarentaal	Master in het vertalen-tolken in de Frans-Belgische gebarentaal; vermeld staan op de erkende lijst van gebarentolken opgesteld door een dienst ter ondersteuning van de communicatie en gebarenvertolking
Transliterator	Vermeld staan op de erkende lijst van transliteratoren opgesteld door een dienst ter ondersteuning van de communicatie en de gebarenvertolking

#### 20. Geïntegreerd welzijns- en gezondheidscentrum

Maatschappelijk assistent	Professionele bachelor maatschappelijk assistent
Administratief assistent	HSO of gelijkgesteld Beroepskwalificatie categorie 2
Onthaalmedewerker	HSO of professionele bachelor Beroepskwalificatie categorie 2
Werker communautaire actie	Master Professionele bachelor met een sociale, paramedische, psychologische of pedagogische oriëntering Professionele bachelor gemeenschapsgezondheid
Coördinator	Bachelor of master
Functies op masterniveau	Master die verband houdt met de erkende opdrachten – gekoppeld aan weddeschaal 1
Functies op bachelorniveau	Professionele bachelor die verband houdt met de erkende opdrachten – gekoppeld aan weddeschaal
Functies op niveau HSO	HSO - gekoppeld aan weddeschaal 6 Beroepskwalificatie categorie 2

<b>21. Sector Diensten ter ondersteuning van alternatieve communicatie voor personen met een verstandelijke beperking</b>	
Directeur	Master met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, familiale of seksuologische oriëntering of een oriëntering in de volksgezondheid of het beheer van human resources Professionele bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische, economische, juridische of artistieke oriëntering of een oriëntering in het beheer van human resources en 3 jaar anciënniteit in de non-profitsectoren
Boekhouder	Professionele bachelor met een economische of boekhoudkundige oriëntering of een diploma van de "Chambre belge des Comptables" of een specialisatiediploma in het beheer van de diensten en instellingen van de non-profitsector. Beroepskwalificatie categorie 1 met een economische of boekhoudkundige oriëntering
Secretaris/directie-assistent	Professionele bachelor die deze titel verleent Beroepskwalificatie categorie 1 die deze titel verleent
Administratief assistent	HSO of gelijkgesteld Beroepskwalificatie categorie 2

Voor de **Sector Erkende specifieke projecten** worden de functies bepaald in het erkenningsbesluit door verwijzing naar de elders in de sectoren voor hulp aan personen met een handicap bestaande functies, met inachtneming van de betreffende vereisten op het vlak van kwalificatie.

Gezien om te worden gevoegd bij besluit 2023/1329 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling.

Gedaan te Brussel, 28 maart 2024.

Voor het College :

B. TRACHTE,

De Minister-president,

Lid van het College, bevoegd voor Begroting en Gezondheidspromotie

R. VERVOORT,

Lid van het College bevoegd voor Cultuur en Gehandicaptenbeleid

N. BEN HAMOU,

Lid van het College, bevoegd voor Sport en Sociale samenhang

A. MARON,

Lid van het College, bevoegd voor Sociale Zaken en Gezondheid

B. CLERFAYT,

Lid van het College, bevoegd voor Opleiding en Socioprofessionele inschakeling

**BIJLAGE V - Besluit 2023/1329 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling.**

#### **Bijlage V NM - Berekening van de subsidie voor loonkosten, werkgeverslasten en andere voordelen**

De individuele subsidie voor loonkosten, werkgeverslasten en andere voordelen is samengesteld uit de volgende elementen:

##### **1. Bruto schaalwedde**

De bruto schaalwedde wordt bekomen door het bedrag verkregen in de schaal overeenstemmend met de gesubsidieerde functie en de erkende anciënniteit te vermenigvuldigen met een coëfficiënt die gelijk is aan de huidige index en vermenigvuldigd met de arbeidstijd in VTE.

##### **2. Eindejaarspremie**

a) Het bedrag van de eindejaarspremie is samengesteld uit vier forfaitaire delen die met een variabel deel vermeerderd worden:

-1°- Enerzijds wordt er een niet-geïndexeerde jaarpremie van 161,40 euro toegekend, behoudens andersluidende sectorale bepaling.

-2°- Anderzijds wordt er een niet-geïndexerd forfaitair bedrag van 49 euro, de zogenaamde "uitzonderlijke premie", toegekend. Dit bedrag bedraagt 64 euro voor gesubsidieerde werknemers in de diensten voor thuiszorg.

Het globaal bedrag van deze twee eerste delen bedraagt 210,40 euro, en 225,40 euro voor gesubsidieerde werknemers in de diensten voor thuiszorg.

-3°- Enerzijds een forfaitair deel, "premie non-profitakkoord" genaamd, berekend door het forfaitair deel van het voorgaande jaar te vermeerderen op basis van de evolutie van de afgevlakte gezondheidsindex. Deze vermeerderingscoëfficiënt wordt bekomen door de afgevlakte gezondheidsindex van de maand oktober van het lopende jaar te delen door de afgevlakte gezondheidsindex van de maand oktober van het vorige jaar. Het verkregen bedrag wordt berekend tot op 4 decimalen. Behoudens andersluidende sectorale bepaling bedraagt dit forfaitair deel 340 euro voor het jaar 2019.

-4°- Anderzijds een forfaitair deel, berekend door het forfaitair deel van het voorgaande jaar te vermeerderen op basis van de evolutie van de afgevlakte gezondheidsindex. Deze vermeerderingscoëfficiënt wordt bekomen door de afgevlakte gezondheidsindex van de maand oktober van het lopende jaar te delen door de afgevlakte gezondheidsindex van de maand oktober van het vorige jaar. Het verkregen bedrag wordt berekend tot op 4 decimalen. Dit forfaitair deel bedraagt 278,73 euro voor het jaar 2000.

-5°- Het variabele deel bedraagt 2,5 % van de geïndexeerde jaarlijkse brutobezoldiging van de werknemer. Onder geïndexeerde jaarlijkse brutobezoldiging moet worden verstaan: het resultaat van de vermenigvuldiging van de geïndexeerde brutobezoldiging die aan de werknemer verschuldigd is voor de maand oktober van het betreffende jaar met 12, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatsvergoeding, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

b) Het globaal bedrag van de eindejaarspremie wordt toegekend voor daadwerkelijke of gelijkgestelde prestaties.

c) Voor deeltijdse werknemers of werknemers die geen volledig kalenderjaar gewerkt hebben, wordt het bedrag van de premies berekend naar verhouding van hun prestaties tijdens een referentieperiode die loopt van 1 januari tot 30 september van het betreffende jaar. Iedere gepresteerde of daarmee gelijkgestelde volledige maand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van het bedrag van de toegekende premies. Een onvolledig gepresteerde maand wordt berekend naar verhouding van het aantal tijdens deze maand gepresteerde dagen.

##### **3. Tegemoetkoming in de vervoerskosten woon-werkverkeer**

Behoudens andersluidende sectorale bepaling wordt de tegemoetkoming bepaald naar verhouding van de gesubsidieerde activiteiten op basis van het bedrag berekend overeenkomstig de wettelijke bepalingen van kracht in de privésector. Voor het

openbaar vervoer wordt deze tegemoetkoming berekend met als maximumbedrag de maximumbedragen vastgelegd in CAO 19/9 van 23 april 2019.

Behoudens andersluidende sectorale bepaling en onverminderd de toepassing van bijzondere modaliteiten inzake voorkeurtarieven, wordt voor de kosten van het woon-werkverkeer binnen Brussel met de MIVB een tegemoetkoming toegekend tegen het voorkeurtarief "onbeperkt reizen".

De Franse Gemeenschapscommissie financiert deze regeling binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, via een door het College te bepalen derde instantie waaraan op 31 januari van het jaar een werkingsfinanciering wordt toegekend, voor werknemers wier precieze toewijzing aan de erkende opdrachten van Franse Gemeenschapscommissie of aan de rechtstreekse ondersteuning ervan gerechtvaardigd wordt.

Het voordeel van deze financiering is afhankelijk van de toekenning van een onbeperkt abonnement aan de volledige payroll van de erkende en/of gesubsidieerde Brusselse vestigingseenheid.

De Franse Gemeenschapscommissie behoudt zich het recht voor een tegemoetkoming voor vervoerkosten woon-werkverkeer te weigeren als ze kan aantonen dat de uitgave niet conform de wettelijke bepalingen in de privésector is.

#### **4. Vakantiegeld**

Het vakantiegeld wordt berekend naar verhouding van de gesubsidieerde activiteiten overeenkomstig de wetsbepalingen geldend in de privésector.

#### **5. Werkgeversbijdrage sociale zekerheid**

Deze bijdrage wordt berekend naar verhouding van de gesubsidieerde activiteiten overeenkomstig de wetsbepalingen geldend in de privésector.

#### **6. Verzekering - Wet**

Behoudens andersluidende sectorale bepaling zijn de kosten die in aanmerking worden genomen naar rato van de gesubsidieerde activiteiten het wettelijk deel van het bedrag van de verzekerende instantie naar rato van de loonmassa van het door de Franse Gemeenschapscommissie gesubsidieerde team.

#### **7. Arbeidsgeneeskunde**

Behoudens andersluidende sectorale bepaling is het bedrag dat in aanmerking wordt genomen het bedrag berekend op basis van de door de dienst geleverde bewijsstukken, naar verhouding van het aantal werknemers toegewezen aan de gesubsidieerde activiteiten.

#### **8. Werkkleding**

Deze tegemoetkoming wordt toegekend in de sectoren waar zij door de wetsbepalingen wordt voorgeschreven en in overeenstemming met deze bepalingen.

#### **9. Haard- en standplaatsvergoeding;**

Er wordt een haard- of standplaatsvergoeding toegekend aan werknemers waarvan de jaarlijkse brutobezoldiging niet meer bedraagt dan 15.841,63 euro (basis 100). Het bedrag ervan wordt vastgelegd op 719,89 euro (basis 100).

Er wordt een haard- of standplaatsvergoeding toegekend aan werknemers waarvan de jaarlijkse brutobezoldiging niet meer bedraagt dan 18.060,43 euro (basis 100). Het bedrag ervan wordt vastgelegd op 359,94 euro (basis 100).

Deze bedragen worden verminderd naar verhouding van de werkelijk gesubsidieerde arbeidstijd.

De overgang van de ene toelage naar de andere en het wegvallen van de toelage mogen niet leiden tot een vermindering van het jaarlijks brutoloon van de werknemer. Indien dit het geval is, wordt het verschil toegekend onder de vorm van een gedeeltelijke toelage.

## 10. Vertrekgeld

Dit is het (enkel en dubbel) aan de werknemer verschuldigd vakantiegeld volgens de geldende wettelijke bepalingen. Het bedraagt maximaal 15,34 % van de gesubsidieerde bezoldiging van het voorgaande jaar en van het lopende jaar. Het wordt berekend en uitbetaald op basis van de door de werkgever gerechtvaardigde gesubsidieerde prestaties.

De opzeggingsvergoedingen komen voor de berekening van de subsidie slechts in aanmerking voor de verrichte opzeggingstermijnen. Verbrekingsvergoedingen worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de subsidie.

## 11. Toeslagen voor onregelmatige prestaties

### a) Sector Opvangtehuizen

- voor het opvoedend of sociaal personeel :

1° een loontoeslag van 26 %, berekend op basis van de uurbezoldiging, wordt toegekend voor de prestaties verricht op zaterdag van 6.00 uur tot 20.00 uur.

2° een loontoeslag van 56 %, berekend op basis van de uurbezoldiging, wordt toegekend voor de prestaties verricht op zondag of op wettelijke feestdagen van 0.00 uur tot 24.00 uur.

3° er wordt een loontoeslag van 35 %, berekend op basis van de uurbezoldiging, toegekend voor de prestaties die 's nachts tussen 20.00 uur en 06.00 uur worden verricht.

4° de op te roepen wachtdiensten van de directie en van het begeleidend personeel worden bezoldigd ten belope van 3,72 euro per uur, met een maximum van 40,90 euro per 24 uur. De subsidies voor op te roepen wachtdiensten mogen binnen eenzelfde periode niet gecumuleerd worden met de loontoeslagen voor nacht- en weekendprestaties of prestaties tijdens feestdagen van het in de punten 1 ° tot 3° bedoelde personeel.

Ze worden beperkt tot een persoon per tehuis en per 24 uur.

- voor het personeel dat geen deel uitmaakt van de erkende personeelsformatie:

5° de loontoeslagen van het personeel dat geen deel uitmaakt van de erkende personeelsformatie maar dat noodzakelijk is voor de werking van het tehuis en verantwoord is in het gemeenschappelijke project komen in aanmerking voor de berekening van de subsidies voor loonkosten, overeenkomstig de in de punten 1 ° en 2° vastgestelde regels.

### b) Sectoren Dagcentra en onthaalcentra voor gehandicapten en Diensten voor begeleiding

- voor het opvoedend, sociaal, paramedisch of technisch personeel:

Punten 10, 2° en 3° van a) zijn van toepassing.

Een niet-geïndexeerde verblijfsvergoeding 24,79 euro wordt toegekend voor elke periode dat men 24 uur per dag in het vakantiecentrum aanwezig is, met een maximum van 30 dagen per jaar, met uitzondering van de eerste en laatste dag van het verblijf. Deze vergoeding wordt toegekend aan de personeelsleden die de begunstigten tijdens de door het centrum georganiseerde externe verblijven begeleiden.

## 12. Werkgeverslasten en andere voordelen van artsen, artsen-psychiaters en kinderpsychiaters in de sectoren Geestelijke Gezondheidszorg en Drugs en verslavingen

De werkgeverslasten en de andere in aanmerking genomen voordelen zijn gekoppeld aan weddeschaal 1A voor artsen en aan weddeschaal 1B voor psychiaters (zie onderstaande tabel):

<p style="text-align: center;"><b>Geldende REFERENTIEWEDDESCHALEN (basis 100) artsen-psychiaters en kinderpsychiaters</b></p>
---



<b>BAREMES DE REFERENCE (base 100) - pour les médecins, médecins psychiatres et pédopsychiatres dans les secteurs de la Santé mentale et la toxicomanie</b>		
	<b>1A</b>	<b>1B</b>
0	27.148,83	35.837,92
1	27.782,39	35.837,92
2	27.782,39	37.195,61
3	28.891,17	37.195,61
4	28.891,17	38.553,29
5	29.999,93	38.553,29
6	29.999,93	39.910,96
7	31.108,68	39.910,96
8	31.108,68	41.268,67
9	32.217,43	41.268,67
10	32.217,43	42.626,33
11	33.326,21	42.626,33
12	33.326,21	43.984,05
13	34.434,94	43.984,05
14	34.434,94	45.341,71
15	35.543,72	45.341,71
16	35.543,72	46.699,42
17	36.652,50	46.699,42
18	36.652,50	48.057,11
19	37.761,22	48.057,11
20	37.761,22	49.414,80
21	38.870,00	49.414,80
22	38.870,00	50.772,49
23	39.978,76	50.772,49
24	39.978,76	50.772,49
25	39.978,76	50.772,49
26	39.978,76	50.772,49
27	39.978,76	50.772,49
28	39.978,76	50.772,49
29	39.978,76	50.772,49
30	39.978,76	50.772,49
31	39.978,76	50.772,49

### 13. Bijkomende vakantiedagen

Elk jaar worden vier bijkomende vakantiedagen bovenop de 20 wettelijke vakantiedagen (5-dagenstelsel) toegekend aan de werknemers. Aan werknemers die in de loop van het jaar worden aangeworven, wordt een vakantiedag toegekend per volledig gepresteerd of gelijkgesteld trimester. Voor deeltijdse werknemers wordt de duur van dit verlof berekend naar rato van de duur van hun arbeidsprestaties.

Voor werknemers die voor 1 januari 2011 werden aangeworven, worden de vakantiedagen die deze maatregel overschrijden en vastgelegd werden in een bedrijfscollectieve arbeidsovereenkomst of een arbeidsreglement zoals van kracht op 1 januari 2001 in aanmerking genomen in de subsidie voor bezoldiging.

Als de instelling niet sluit op de feestdag van de Franse Gemeenschap (27 september), heeft de werknemer recht op een vakantiedag te nemen in overleg met de werkgever bovenop de vier bijkomende vakantiedagen vermeld in het eerste lid.

Gezien om te worden gevoegd bij besluit 2023/1329 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 inzake de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnsector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socioprofessionele inschakeling.

Gedaan te Brussel, 28 maart 2024.

Voor het College :

B. TRACHTE,

De Minister-president,

Lid van het College, bevoegd voor Begroting en Gezondheids promotie

R. VERVOORT,

Lid van het College bevoegd voor Cultuur en Gehandicaptenbeleid

N. BEN HAMOU,

Lid van het College, bevoegd voor Sport en Sociale samenhang

A. MARON,

Lid van het College, bevoegd voor Sociale Zaken en Gezondheid

B. CLERFAYT,

Lid van het College, bevoegd voor Opleiding en Socioprofessionele inschakeling